

Tribune socialiste

SPECIAL ETRANGER

N° 343 / 12 OCTOBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Sur l'Europe

Pierre Mendès France

Dossier O.L.A.S.

Textes de Fidel Castro
C.-A. Girault et G. Massiah

Du Vietnam aux Caraïbes

Marc Heurgon

On peut maintenant dresser le constat d'échec de la première décolonisation. Que sont-ils devenus les grands espoirs des années 60, lorsque derrière les combats de libération nationale, on croyait déceler la promesse de changements plus profonds et de révolutions réelles ? Très vite, il fallut déchanter. Le gouvernement des Etats-Unis prit le relais des vieilles puissances coloniales; il sut s'adapter à la situation nouvelle et trouver dans les bourgeoisies nationales les complicités utiles; il put gagner le temps nécessaire sans abandonner ses moyens de

domination essentiels. La rupture survenue au sein du mouvement communiste international, le heurt des intérêts d'Etat camouflés par le débat idéologique, laissèrent le champ libre aux Etats-Unis et leur permirent d'acquérir une influence prépondérante. Dès lors, les accords de coexistence pacifique ne pouvaient être que des compromis entre blocs rivaux, établis sur le dos des peuples du tiers monde : chacun d'eux marqua un recul des possibilités révolutionnaires.

On en vint à baptiser progressisme ce qui n'était qu'exaltation nationa-

liste. Du général français au colonel algérien, chacun trouva commode de chercher dans un anti-américanisme de tribune les dérivatifs aux échecs d'une politique intérieure réactionnaire et oppressive. Quand on en arriva à voir dans le général de Gaulle un des leaders de l'affranchissement du tiers monde, il fut clair que nul obstacle sérieux n'existait plus qui puisse empêcher la contre-offensive impérialiste. Déjà, d'ailleurs, on préparait un peu partout les dociles équipes américaines de rechange, qu'elles se nomment Le-

(suite à la page 3)

Lumumba le précurseur

Claude Glayman

Mais où vont les travailleurs

Louis-J. Boulay

Les poings sur les i Sur le parti américain

Il y a en France un « parti américain », voué aux gémonies, fort justement, par les hommes de gauche authentiques. Ceux-ci ne sont pas seuls. Ils ont à leurs côtés ce que le gaullisme compte de pur, d'honnête : les jeunes intellectuels « gaullistes de gauche », tel Philippe de Saint-Robert, lequel, hebdomadairement, dans les colonnes de Combat, pourfend cette société de cow-boys braillards et impolis, violents et compléxés, menaçant le génie français, nos femmes et nos cathédrales. Ce « parti américain » regroupe tous ceux qui, par intérêt matériel, ou par veulerie, sont prêts à imiter les fameux bourgeois de Calais, en livrant les clés de la « douce France » aux seigneurs de Wall Street.

Somme toute, ce parti-là n'est peut-être pas le plus dangereux pour nous, socialistes. Ses thuriféraires incarnent trop clairement l'intérêt de « l'étranger ». Mais il en est un autre que je considère plus néfaste, dans la mesure où ses slogans et ses arguments sont susceptibles d'atteindre l'oreille de beaucoup. Ceux qui en font partie sont souvent jeunes, dynamiques, volontaires, puissants. Ils n'admirent pas particulièrement l'ordre politique américain, mais « l'américan way of life » les subjugué. Jeunes hommes en colère, agacés par la lenteur de la France à réaliser sa révolution industrielle, à s'arracher à un décor anachronique, ils décrètent qu'il n'y a qu'un dieu : l'expansion, selon les schémas en honneur aux U.S.A. Jouant des difficultés d'une partie du mouvement socialiste à concevoir un « socialisme riche », un « socialisme d'abondance », où il s'agirait de socialiser le plus de « biens » de toute nature, et non de « socialiser la misère », ils font figure de prophètes : la consommation dans le cadre néo-capitaliste dont les arêtes coupantes seraient alors « beurrées ».

Qu'ils n'oublient pas que notre « génie » ne saurait nous épargner les « vices » de la société américaine. L'« american way of life » est aussi un « american way of death ».

André LAUDE.

Espace : l'adolescence

Le 4 octobre 1957, la guerre froide sévit encore dans un monde qui est divisé en deux blocs ennemis. L'annonce du lancement du premier satellite artificiel de la Terre « Spoutnik I » stupéfie littéralement le monde entier. L'Union soviétique, que certains considéraient comme un pays techniquement retardé, venait d'ouvrir une nouvelle page d'histoire de notre planète. La science spatiale faisait son entrée. En réalité, la science n'avait pas encore son mot à dire, sinon que sous son couvert s'affrontaient les deux grandes puissances et leurs programmes militaires.

Le 4 octobre 1967, dix ans sont passés, plus de 700 engins ont déjà été lancés, la science spatiale a plus que droit de cité, elle est l'une des reines de la science.

Dès le 4 octobre 1957, on pouvait se douter que l'impact sur la Lune d'un satellite était inscrit; que l'apport des moyens spatiaux à notre connaissance des planètes nous donnerait un atout considérable et décisif.

Ce jour-là, nous savions que certaines théories concernant l'espace interplanétaire se verraient infirmées ou confirmées. Ce jour-là, dans nos rêves, nous voyions des hommes marcher dans l'espace, « atterrir » sur la Lune.

Dix ans sont passés, les satellites ont succédé aux satellites, les hommes ont marché dans l'espace, les télécommunications se font par-dessus les airs, la télévision est une réalité grâce aux nouveaux engins.

Mais plus que ces exploits spectaculaires, la science spatiale s'est développée et a permis d'acquérir de nouvelles connaissances, ou encore elle a vérifié certaines prédictions théoriques telles celles de l'Américain Parker d'après lesquelles les lignes de force du champ magnétique du Soleil ont la forme d'une spirale par suite de la rotation du Soleil.

C'est à la sonde soviétique « Lunik 2 » et à celle des Américains « Explorer 10 » que nous devons la mise en évidence de l'existence d'un vent solaire continu, composé de particules nucléaires chargées de faible énergie et d'électrons.

C'est aux « Mariner 2 » et « 4 » que nous devons les renseignements les plus exacts que nous possédons sur les structures de Vénus et de Mars.

C'est grâce à « Mariner 4 » que nous savons que l'atmosphère martienne est presque exclusivement composée de gaz carbonique, et qu'il

ya absence d'eau (pression atmosphérique très proche de 6 millibars; ce n'est qu'au-delà de ce chiffre qu'il y a existence d'eau à l'état liquide).

C'est encore avec son aide et grâce aux vingt-deux clichés qu'il prit que les savants peuvent dire que l'érosion sur Mars existe, bien qu'elle soit très faible.

Ces résultats, ces connaissances nouvelles, la plupart inconnus du grand public, le sont un peu moins en ce qui concerne les étapes franchies vers la conquête de la Lune. Mesures et clichés nous familiarisent avec notre voisine la plus proche. L'époque n'est pas lointaine où des hommes s'y posent et, par leur travail, nous fourniront peut-être des éléments de réponse quant à son histoire.

Mais pour obtenir tous ces résultats, la science spatiale a englouti des sommes fantastiques. Elle fait appel à des techniques de plus en plus complexes. Les problèmes à résoudre sont de plus en plus complexes, et les difficultés s'accumulant, les premiers accidents sont survenus.

Des hommes ont déjà payé leur tribut à cette nouvelle venue qui a accumulé des connaissances inédites, et l'extraordinaire, c'est que le prix payé ne soit pas plus élevé. Peut-être est-ce parce que la science spatiale vient d'atteindre son adolescence ?

Il est indéniable que nous nous trouvons à un tournant de l'histoire. Les grandes puissances doivent comprendre que pour la santé et la vie des hommes, elles doivent laisser leur prestige au « vestiaire », et mettre leurs efforts en commun.

L'humanité aura parcouru ce jour-là un chemin de plus. Ce sera alors au tour de la raison d'entrer dans sa phase d'adolescence. □

Le Conseil de Paris proteste

Réuni le 4 octobre en session extraordinaire, le Conseil municipal de Paris a cessé d'exister pour devenir le Conseil de Paris en vertu de la loi du 4-7-64, portant réorganisation de la région parisienne. Il ne s'agit pas seulement d'un changement d'appellation. Les choses sont plus graves.

Aussi, face à la majorité U.N.R.-centristes acceptant docilement la tutelle du pouvoir sur Paris, les élus de gauche du Conseil de Paris (P.S.U.-F.G.D.S.-P.C.F.) ont tenu à préciser leur position à l'égard de cette assemblée :

« ... Ils estiment que la mise en place du Conseil de Paris découle de la volonté du pouvoir de restreindre

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Publicité littéraire :
22, rue de Grenelle
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

encore les maigres libertés de gestion et les possibilités d'action que détenait le Conseil municipal de Paris. En effet, le Conseil de Paris sera soumis à une cascade de tutelles insupportables : tutelle des ministres, du district, du préfet régional aux pouvoirs exorbitants, du préfet de police, du préfet de la Seine...

« Ils affirment à nouveau leur volonté de lutter pour que le Conseil de Paris dispose des libertés communales fondamentales, pour que les élus, porte-parole des intérêts et des revendications des Parisiens, jouent le rôle essentiel dans la gestion et l'administration de la capitale et ceci, dans l'intérêt de ses habitants, pour que Paris soit représenté en toutes circonstances par un maire élu disposant de pouvoirs réels et non par un préfet, émanation directe du pouvoir et nommé par lui... » □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).


Editorial

Du Vietnam aux Caraïbes

(Suite de la page 1)

canuet, s'appuient sur Bourguiba ou entourent Saragat.

Avec une rigueur implacable, la puissance américaine développa son offensive en ne trouvant devant elle que des adversaires divisés et privés de tout ressort. La liquidation de l'héritage de Nehru en Union indienne, la succession des coups d'Etat africains, la contre-révolution sanglante en Indonésie et puis, le mouvement s'accélérait, le putsch militaire de Grèce, l'offensive contre les régimes progressistes de Syrie et d'Égypte, marquèrent au printemps dernier les avancées ultimes des Etats-Unis. On peut n'avoir pas apprécié les méthodes d'un N'Krummah et juger que sa chute a renforcé le camp américain; on peut, sans prendre M. Papandréou pour un leader révolutionnaire, constater que les colonels qui lui ont succédé marquent un renforcement de l'emprise américaine sur la Grèce. On sait de la même manière que tout affaiblissement du régime de Nasser ou du pouvoir du Baas régional syrien ne pourrait, à l'heure actuelle, se traduire que par l'arrivée au pouvoir d'équipes totalement dans la main de Washington.

Devant cette attaque généralisée, la réaction ne vint au premier chef ni des forces socialistes dans les pays économiquement avancés, ni des forces progressistes dans les pays du tiers monde. C'est à Hanoi et dans les maquis du Sud-Vietnam, sous les bombes et sous le napalm, qu'un petit nombre d'hommes, par leur indomptable courage, par leur refus de tout compromis, tinrent en échec la plus grande puissance économique et militaire du globe. Du même coup, ce sont les Vietnamiens qui ont rendu possible le renversement de situation qui permet aujourd'hui d'envisager une contre-offensive généralisée.

**

Rien n'était plus vrai que l'affirmation suivant laquelle ce n'était pas seulement le sort des Vietnamiens qui se jouait dans le Sud-Est asiatique, mais les possibilités d'une nouvelle offensive socialiste à l'échelle du monde entier. Et pourtant, combien ont pensé qu'il s'agissait d'une affirmation romantique, tout juste satisfaisante pour intellectuels en mal de fuite en avant! Rien n'était plus important pour la construction d'un courant socialiste mondial, affranchi de toute allégeance à l'égard des blocs militaires, que cette démonstration qui a été apportée qu'il était désormais possible à un peuple héroïque et résolu de tenir en échec l'un des blocs sans céder aux conseils de modération de l'autre et en ne fixant ses objectifs et

ses méthodes de lutte qu'en fonction de sa propre situation.

Ainsi, le visage du patriote vietnamien s'est peu à peu imposé comme le modèle qui soutient le courage du combattant révolutionnaire en Angola ou en Bolivie. On fait en 1967 le pèlerinage de Hanoi comme on faisait celui de Moscou en 1919. Il n'est pas certain que sans le Vietnam, la conférence de l'O.L.A.S. se serait réunie; il est sûr que les débats et résolutions de La Havane n'auraient eu ni la même importance ni la même portée.

**

Un changement considérable s'est opéré durant l'été; c'est désormais au profit des forces anti-impérialistes que joue la dynamique qui rassemble les énergies. C'est le camp américain qui ressent de plus en plus les tentations de l'isolement; c'est chez lui que se produisent, jour après jour, les abandons qui annoncent la défaite. On prend de mieux en mieux conscience qu'à la stratégie globale et planétaire des Etats-Unis, il n'est possible d'opposer qu'une stratégie alternative, également globale et mondiale. Personne ne peut plus aujourd'hui accrocher au seul Vietnam les mots d'ordre de lutte, encore moins motiver sa condamnation de l'agression américaine par des considérations purement humanitaires et localisées.

Il est également essentiel que ce rassemblement des forces progressistes s'opère désormais selon des critères parfaitement clairs qui tiennent compte de la véritable nature de l'entreprise impérialiste. Quel progrès accompli depuis le rassemblement équivoque de Bandoung fondé sur le caractère quasi messianique des peuples du tiers monde comme acteurs privilégiés de la révolution mondiale! C'est Castro qui remet en cause la fameuse thèse relative au rôle des bourgeoisies nationales, « schéma absurde dans les conditions de ce continent; combien de papier, combien de phrases, combien de bavardages, dans l'attente d'une bourgeoisie libérale, progressiste, anti-impérialiste! ».

C'est le même Castro qui accueille Carmichael comme « le dirigeant du secteur le plus exploité et le plus opprimé des Etats-Unis » et qui exalte « le rapprochement entre le mouvement révolutionnaire d'Amérique latine et le mouvement révolutionnaire des Etats-Unis... avant-garde d'une lutte qui sera un jour appelée à libérer toute la société américaine ». A un degré moindre, c'est le même débat qui a rendu passionnante la rencontre de Bologne lorsqu'il a été affirmé que le critère de notre rassemblement devait se

fonder sur la lutte des classes, réunir les socialistes des deux rives de la Méditerranée et donner ainsi à la lutte anti-impérialiste ses véritables dimensions.

**

Mais qui dit rassemblement ne dit en aucun cas uniformité, soumission des luttes à un modèle préétabli et général qui ne tiendrait pas compte de situations éminemment différentes. Rien n'est plus faux que de considérer la conférence de l'O.L.A.S. comme un appel à un alignement des stratégies sur le modèle de l'Amérique latine. Rien n'est plus bête que de répondre à cet appel par un garde-à-vous admiratif et inconditionnel, que de vouloir s'ériger en petits Guevara de la banlieue parisienne et faire de la lutte armée la solution adaptée à la situation européenne. C'est encore au discours de Castro qu'il faut revenir: « Quiconque affecte d'être marxiste se croit presque dans l'obligation d'aller chercher la copie de tel ou tel manifeste. » Il faut laisser en arrière « les positions sectaires de tout genre et les positions de ceux qui croient qu'ils détiennent le monopole de la révolution... Nous n'acceptons plus aucune sorte de vérité évidente... Nous ne nous croyons pas les maîtres, nous ne nous croyons pas les traceurs de normes... Personne ne serait sectaire et dogmatique au point de dire qu'on devra prendre demain un fusil dans tous les endroits. » Rarement avait été affirmée avec une telle netteté la double exigence d'un vaste mouvement anti-impérialiste qui réside d'une part dans le rassemblement de tous ceux qui veulent mener la lutte et qui donc sont solidaires les uns des autres et d'autre part dans l'autonomie de ces luttes en fonction de situations différentes et de la recherche de voies particulières vers le socialisme.

**

Pour nous, militants socialistes d'Europe occidentale, il est bien évident que notre participation à la lutte commune implique d'abord une solidarité absolue avec nos camarades qui, au Vietnam, en Afrique ou en Amérique, sont l'objet d'une agression de forme militaire. Ils sont seuls qualifiés pour déterminer les formes de leur action, les objectifs qu'ils croient pouvoir atteindre, les sacrifices qu'ils estiment devoir consentir. Nous n'avons par définition aucun conseil à leur donner; la décision leur appartient souveraine-

ment. Nous la faisons nôtre, un point c'est tout.

C'est cette solidarité que les E.S.U. affirmeront le 17 octobre dans ce meeting de la Mutualité où les premiers ils proclameront l'unité du combat anti-impérialiste. C'est toujours cette solidarité globale que, particulièrement dans la région parisienne, à l'occasion du 21 octobre, les militants et sympathisants du P.S.U. affirmeront aux côtés de toutes les organisations qui luttent contre l'agression américaine au Vietnam.

Mais nous ne pouvons nous cantonner dans un rôle de spectateurs admiratifs ou de propagandistes bienveillants du combat que mènent les autres. A notre place, en fonction de la situation qui est la nôtre, nous avons l'impérieux devoir de porter les coups les plus rudes à l'adversaire commun.

Les gouvernements d'Europe occidentale vivent encore aujourd'hui dans le cadre du Pacte atlantique; la France elle-même, si elle a quitté l'O.T.A.N., reste liée à l'alliance. Les mois prochains vont donner au problème de son renouvellement une importance particulière; personne ne comprendrait que les forces qui se disent solidaires du combat anti-impérialiste n'unissent pas tous leurs efforts pour exiger le non-renouvellement de l'alliance, pour affirmer qu'en aucun cas elles ne se sentiront liées par les engagements que prendraient à leur place ceux qui se feraient les complices directs des agresseurs.

Le V^e Congrès du P.S.U. a fixé cet objectif comme essentiel pour le Parti; la conférence de Bologne a permis de poser les premiers jalons d'une coordination des luttes menées sur ce terrain par l'ensemble des forces socialistes de gauche. Le Bureau national du P.S.U. vient de proposer à ses partenaires européens de se retrouver à Paris dans le courant du mois de novembre afin de mettre au point les formes définitives de la campagne qui, dans les différents pays d'Europe occidentale, permettra de donner une forme concrète à notre combat commun. □


Dernière heure

Au moment de mettre sous presse la motion de censure vient de recueillir 207 voix... seulement. Nous commenterons cet événement important la semaine prochaine dans un numéro consacré à la politique intérieure.

VIETNAM-O.L.A.S. : Mettre en échec l'impérialisme américain

MEETING organisé par les étudiants du P.S.U.

Mardi 17 octobre - 21 h. - Mutualité (salle C)

sous la présidence de LAURENT SCHWARTZ

ALAIN BADIOU

Observateur au Procès Régis Debray

MANUEL BRIDIER

Bureau National du P.S.U.

FRANCIS KAHN

Retour du maquis du Sud Vietnam

ALBERT PAUL LENTIN

Observateur à la Conférence Tricontinentale

JEAN-FRANÇOIS PERTUS

Secrétaire National des E.S.U.

□ Conférence de presse

Pour une programmation européenne

Pierre Mendès France

Devant la presse diplomatique, Pierre Mendès France a fait, la semaine dernière, un certain nombre de propositions, concernant l'Europe, l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun et les problèmes monétaires internationaux.

Il nous est impossible, dans le cadre de ce numéro, de reproduire la totalité d'une déclaration dont le retentissement a été considérable.

Nous avons retenu l'essentiel des propositions concernant la construction européenne qui, par leur rigueur et le souci d'aborder les problèmes au fond, ont particulièrement impressionné l'auditoire.

Dans chaque Etat, de nos jours, les pouvoirs publics, la banque centrale, les groupes industriels, les organisations ouvrières et agricoles cherchent à maîtriser les évolutions économiques dangereuses par des moyens variés qui vont de la politique monétaire générale aux décisions individuelles des entrepreneurs et des producteurs, de l'élaboration publique d'un plan aux rencontres ou aux négociations entre dirigeants de certaines affaires, représentants des organisations syndicales, banquiers privés ou publics, hommes du gouvernement ou de l'administration. Les décisions prises peuvent être, selon les cas, d'un type capitaliste ou semi-capitaliste, ou plus ou moins interventionnistes ou encore socialisantes. Elles ont, en tout cas, au cours des vingt dernières années, assuré une certaine cohérence et assuré des progrès sans à-coups brutaux. Sans doute, on aurait pu faire mieux; il y a eu en France, en Allemagne, en Italie et ailleurs, des phases de ralentissement et des périodes de stagnation. Mais il n'y a pas eu de régressions absolues, de crises profondes, semblables à celles que les précédentes générations ont connues.

Dans l'unité économique européenne en voie de construction, des centres de décision ou de discussion, comparables à ceux qui existent dans nos pays, n'ont pas encore été constitués. Il ne faut donc pas être surpris si des difficultés, nées ici ou là, entraînent dans les pays voisins des inquiétudes et des réactions susceptibles, en dernière analyse, d'aggraver le mal et de le répandre, plutôt que de le maîtriser.

Sans doute, à Bruxelles, des fonctionnaires hautement compétents accumulent des rapports et des programmes et multiplient les réunions. Mais ils n'ont aucun moyen de protéger les Etats membres contre l'action de leurs partenaires, ils doivent se contenter d'essayer de les persuader, de les concilier. Et ils savent très bien que des compromis résultant uniquement de considérations d'équilibre politique peuvent être parfois économiquement détestables.

On croit souvent que le 1^{er} juillet prochain des modifications considérables se produiront dans la concurrence entre les marchandises des six Etats membres de la Communauté et que les productions allemandes, belges, italiennes, etc. pourront désormais envahir le marché français. A vrai dire, les droits de douane qui cloisonnaient l'Europe des Six ont déjà largement disparu :

— Pour un appareil électroménager qui supportait 10 francs de douane il y a dix ans, il ne subsiste aujourd'hui que 1,50 franc de droits;

— L'industrie française des tissus de coton bénéficiait autrefois d'une protection douanière de l'ordre de 20 %. Il ne reste plus aujourd'hui pour les échanges entre les Six du Marché commun qu'une protection de 3,5 %.

La suppression de la protection douanière entre les Six ne constitue donc pas un événement massif et redoutable. Son effet au total sera moindre que l'adoption par l'Allemagne du régime de la T.V.A. à partir du 1^{er} janvier.

Par contre, ce qui va être sensible le 1^{er} juillet 1968, c'est, en raison de la mise en application du tarif extérieur commun décidé par les Six, en raison des effets du Kennedy round et de diverses autres circonstances, la présence d'une rivalité commerciale beaucoup plus intense que par le passé provenant des industries des Etats-Unis, du Japon, du Canada, de la Grande-Bretagne, etc. Là est le fait nouveau essentiel.

C'est un fait qui doit intéresser et préoccuper également tous les membres de la Communauté. Face à un redoutable danger qui est commun, ils doivent resserrer leur action, arrêter ensemble leurs objectifs, leurs moyens de défense et même, dans de nombreux cas, leurs moyens d'action offensive sur les marchés tiers.

Cela dit, l'institution d'une autorité politique européenne ne suffirait pas à résoudre tout le problème et d'un seul coup. Je suis bien persuadé que nous aurons besoin d'une autorité centrale dotée d'attributions

propres. Mais cette autorité sera efficace seulement si les pays européens, leurs opinions publiques, leurs gouvernements prennent conscience de l'action collective à mener par eux.

Si un accord pouvait intervenir entre les membres de la Communauté économique européenne sur les principes de cette action, il ne serait sans doute pas difficile de définir la structure des institutions chargées de mettre en œuvre les décisions pratiques qui en découleraient.

Les problèmes communs qui se posent aux pays de la Communauté ne seront pas résolus par le « laisser faire, laisser passer ». Ils exigent des interventions et c'est pourquoi nous avons adopté, en France, le principe de la planification.

Evidemment, on voit mal comment une planification nationale pourrait s'intégrer dans un ensemble international, à base strictement libérale, qui s'interdirait toute intervention raisonnée et abandonnerait l'évolution économique aux seules lois du marché. Des mouvements incontrôlés et désordonnés de capitaux et de travailleurs, des importations à base de dumping remettraient forcément en question les objectifs prévus par le plan de l'un ou l'autre des Etats participants.

Par contre, il n'y a pas de contradiction entre une planification nationale et la participation à un ensemble international, si ce dernier comporte les agencements nécessaires pour que la politique d'un Etat membre ne puisse jamais mettre en péril la planification d'un autre.

C'est pourquoi les Etats de la Communauté doivent prendre de concert certaines dispositions nécessaires, ce qui constituera le début d'une planification collective.

Ces idées ont souvent été accueillies avec une grande méfiance en Allemagne, méfiance qui traduit l'influence de groupes industriels puissants comptant sur leur dynamisme pour conquérir de nouveaux marchés, sans tolérer que leur liberté soit limitée par des prescriptions nationales ou internationales. Toutefois, leurs progrès ne se sont développés, jusqu'à ce jour, que parce qu'ils ont eu, en toutes circonstances, le plein concours du gouvernement fédéral et des gouvernements des Länder, dont l'aide n'a d'ailleurs pas été toujours tellement conforme aux canons du libéralisme économique. La prétendue politique orthodoxe du gouvernement de Bonn comporte, en fait, des exceptions notables en faveur de l'agriculture, de la construction, des transports, de l'énergie, des relations économiques avec Berlin, des provinces de l'Est, de l'influence économique de l'administration statistique fédérale, ainsi que des organismes privés de prévision. Sans oublier les investissements publics qui représentent 40 % du total des investissements (et plus encore si on y inclut les investissements militaires) et s'élèvent au double des investissements publics français.

Une politique monétaire européenne

... L'histoire nous montre à quel point la liberté des échanges nécessite une harmonisation des conditions de crédit. En France, la création de la Banque de France et le rôle décisif qu'elle a pris dans l'économie nationale sont, à peu de chose près, contemporains de la suppression des barrières douanières intérieures. Et, même si au dix-neuvième siècle la libération des échanges s'est faite à travers le monde sans que les Etats renoncent à leurs monnaies respectives, on ne peut pas oublier la fonction centrale de l'or dans cette période et celle du système bancaire anglais et de la livre sterling qui réglaient presque partout les transactions commerciales.

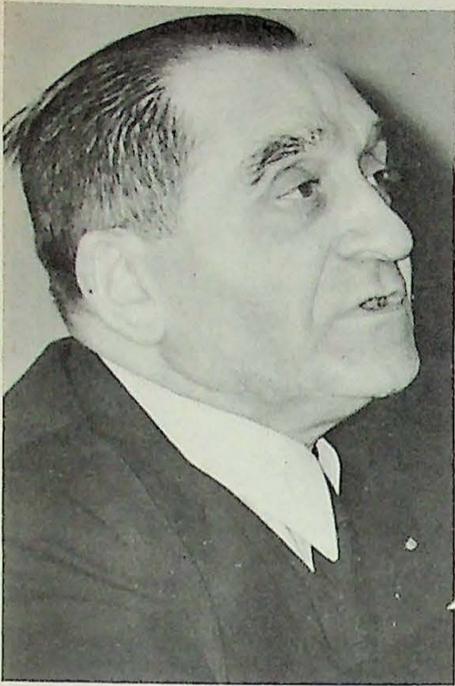
Dès maintenant, des accords sont intervenus entre les banques centrales européennes pour faciliter les règlements et ouvrir des crédits afin que les monnaies des Etats membres soient soutenues en cas de besoin. Mais il conviendrait d'aller plus loin.

Tout d'abord, il serait probablement opportun de mettre, en quelque sorte, hors balances des paiements, les règlements entre les Six (ou les sept, ou huit, ou neuf, si demain le nombre des Etats membres était augmenté). Pendant un temps, ce système a existé : c'était l'Union européenne des paiements (U.E.P.) qui a rendu des services considérables dans une période délicate. Les règlements entre Etats membres se faisaient par compensations. En cas de besoin, certains pays se voyaient sentir un découvert momentané; les dettes correspondantes devaient être réglées dans des délais raisonnablement calculés et, pour une part seulement, en or.

Une agence du même genre devrait être reconstituée. Elle serait le lieu de consultations permanentes, permettant de surveiller les risques de propagation des mouvements déflationnistes ou inflationnistes, de débattre des fluctuations des taux d'escompte, des coefficients de liquidités ou des réserves minimales, des crédits à la consommation dans les systèmes bancaires des pays associés permettant de décider aussi des interventions d'open market par l'institution européenne elle-même.

Les pays membres, dont les balances seraient excédentaires, mettraient une partie de leurs réserves de devises et d'or en commun et laisseraient à la disposition de l'agence, moyennant un intérêt modéré, les devises gagnées par eux, ce qui permettrait de couvrir certains des besoins externes de l'Europe.

Les avoirs, ainsi rendus disponibles pour la Communauté, seraient utilisés dans les buts qu'elle s'assignerait, par exemple pour des prêts aux pays en voie de développement, pour des crédits destinés à accroître le commerce avec les pays de l'Est, ou encore pour l'application d'un accord appelé à donner enfin une solution à la crise de la livre sterling.



Keystone

Harmonisation des charges et des objectifs sociaux

... Bien entendu, on ne peut pas envisager (en tout cas, pour une longue période) que tous les pays membres aient, par exemple, exactement les mêmes prestations sociales, les mêmes dépenses de santé et d'enseignement, etc. Mais un effort d'harmonisation ou tout au moins d'équilibre est possible.

... Les programmes à moyen terme des Six devraient donc être établis après confrontation de leurs principaux objectifs sociaux : budget social, équipements sanitaires, consommations collectives, aide aux régions menacées de dépeuplement ou de dépeuplement, etc.

D'autre part, dans chaque pays, les producteurs de biens exportables revendiquent des allègements de charges en invoquant la concurrence internationale. Les gouvernements sont enclins à leur donner satisfaction de telle sorte que d'autres secteurs moins exposés sont inévitablement sacrifiés. N'oublions pas que certains biens et services de l'économie non marchande sont parfois d'une utilité supérieure à celle des marchandises offertes dans le commerce.

Ce sont là des affaires complexes et qui n'avanceront sans doute que lentement. Mais il est important que la redistribution sociale, facteur essentiel depuis 1945 de la stabilisation de la demande et du progrès, ne soit pas freinée par la concurrence qui s'exerce au sein du Marché commun. Ce doit être un aspect essentiel de la politique générale d'une Europe d'inspiration socialiste.

Une politique européenne des investissements

Cette politique s'impose aussi dans le domaine des investissements. Dès l'époque de la Libération, j'ai souvent exprimé le vœu que les pays sinistrés se concertent pour que leurs reconstructions soient articulées, pour qu'ils évitent des doubles emplois, des investissements appelés à créer

des concurrences ruineuses dans l'avenir.

Plus tard, j'ai souhaité que la Communauté économique européenne soit assise, non sur la perspective d'une sélection par la « guerre au couteau » qu'évoquait un jour M. Marcel Jeanneney, mais sur de grands investissements concertés, sur des pôles de richesses communes conçus au profit de la collectivité.

Une autre voie a été choisie, ce qui explique, à mon avis, certains échecs comme celui de la politique commune de l'énergie ou certaines erreurs (comme celle de l'incohérence des prix relatifs des productions animales et des productions végétales, dont on ne peut trouver l'origine que dans de fâcheux marchandages politiques).

Mais les formules qui n'ont pas été retenues, à l'origine, me semblent toujours correspondre à une conception progressiste de l'Europe de demain.

Il faut, à l'Europe, une politique positive, constructive, face surtout à la puissance et au dynamisme du colosse américain.

Elle doit avoir un double but :

- assurer la croissance et, pour cela, utiliser au mieux toutes les ressources mobilisables;
- empêcher les surproductions (qui, d'ailleurs, ne sont souvent que des sous-consommations).

Le développement des investissements concertés est à la fois créateur d'emplois et de biens. Il permet d'assurer le plein emploi des travailleurs et aussi l'adaptation de l'économie et de la production à la demande provoquée par la hausse des revenus et de l'activité.

Dans le cadre national, l'orientation des investissements se fait par le moyen de plans (publics ou privés). Mais si l'exportation représente 25 ou 30 % par exemple d'une production, le problème devient plus difficile. Chaque entreprise, chaque pays veut satisfaire une partie de la demande des autres pays; mais il n'y a pas de raison pour que offre et demande concordent, surtout lorsque les investissements destinés à alimenter cette offre sont longs à réaliser.

... Chacun connaît les décisions prises, à travers l'Europe, au cours des dernières années pour doter l'industrie automobile de capacités de production supérieures aux besoins globaux sans que chacun des États membres de la Communauté ait tenu compte des équipements et des investissements faits par les autres.

Or, cette situation n'est pas rare; elle risque de se produire aussi dans la sidérurgie, le textile, l'aviation, la chimie, la construction navale, l'électroménager, etc.

On aboutit ainsi à des suréquipements qui constituent d'indiscutables gaspillages, qui alourdissent les prix de revient et suscitent, par la suite, ces « guerres au couteau » génératrices de crises et de chômage.

Quel est le remède? Sans prétendre donner ici une réponse globale — sans prétendre, non plus, que nous

convaincrons aisément et d'un jour à l'autre tous nos partenaires de participer à une planification commune comparable à celle que les partis de gauche défendent en France — nous devons leur proposer de préparer, tous ensemble, nos programmations pour les branches dominantes.

Il s'agirait, en fait, d'arrêter les volumes d'équipements pour une période donnée, cinq ans par exemple, entreprise délicate mais qui doit être tentée et qui serait d'ailleurs mieux accueillie aujourd'hui qu'il y a quelques années, compte tenu de la conjoncture et des préoccupations qui se sont fait jour, notamment en Allemagne au cours de la période la plus récente.

Mais la programmation sectorielle devrait être sanctionnée aussi par l'orientation des ressources financières dans le cadre de la politique du crédit international dont j'ai parlé également. Les institutions à créer pourraient, en effet, financer certains investissements, non seulement d'infrastructure, mais aussi de production lorsqu'ils seraient à destination collective européenne.

Une autre utilité de la programmation serait de permettre aux Européens de mieux aborder le problème des investissements américains dans notre continent. Il faut mettre un terme à l'anarchie à laquelle nous assistons dans ce domaine, certains pays cherchant, par moments, à freiner l'entrée jugée intempestive de capitaux américains et les refoulant ainsi vers des pays voisins où ils créent des entreprises dont les marchandises reflueront vers les premiers — tandis qu'ailleurs, on veut les attirer sans se soucier des risques politiques ou sociaux que leur présence peut entraîner si aucune réglementation, aucun contrôle ne sont exercés.

Une programmation économique commune, des règles communes, notamment dans les secteurs de pointe et dans les secteurs les plus influents, règles qui s'imposeraient aux capitaux venus du dehors, éviteraient les désordres auxquels nous avons assisté, en France, où une rigueur à peu près indiscriminée a fait place, peu après, à des efforts inattendus pour attirer ce que, jusque-là, on avait essayé d'interdire.

L'Europe de la science et de la technique

Dans le chapitre de la programmation européenne, on ne peut pas ne pas parler de l'organisation de la recherche scientifique, des efforts collectifs à entreprendre ou à renforcer pour améliorer et exploiter tous les moyens technologiques.

Car le plus grand danger pour l'indépendance de l'Europe réside, aujourd'hui, je l'ai affirmé bien souvent et depuis longtemps, dans l'énorme supériorité technologique américaine.

La supériorité militaire, démographique et même économique des États-Unis ne nous gêne pas autant, si l'on regarde de près, que l'avance colossale prise par eux dans leurs

laboratoires et leurs instituts de recherches. C'est le délégué général à la Recherche scientifique qui a évoqué, il y a peu de temps, si nous laissons se poursuivre l'évolution actuelle, « la France, vouée de façon irréversible au sort d'un pays satellite ». En fait, cette perspective ne s'applique pas seulement à la France, mais à l'Europe entière.

Il est surprenant que les porte-parole du plus hautain nationalisme et de l'indépendance la plus exigeante ne prennent pas conscience de l'ampleur du risque et assistent, sans émotion apparente, à l'investissement de nos industries par des capitaux d'outre-Atlantique. Il est surprenant qu'ils ne préparent pas les moyens de rattraper le retard.

Ce retard est-il donc irrémédiable? Eh bien, non, et voici pourquoi :

Les experts américains ont calculé que, depuis 1945, près de 60 % de toutes les grandes inventions techniques ont été le fait de l'Europe. Mais le fruit de ces recherches, leurs applications industrielles se sont le plus souvent développées ailleurs, profitant surtout aux États-Unis. Nous n'avons donc pas été en état d'exploiter au maximum ce que le génie européen avait découvert. Il y a là une leçon à méditer pour l'avenir.

Une autre leçon découle du fait suivant :

Contrairement à ce que beaucoup de gens croient, notre retard est finalement moindre dans le domaine atomique que dans celui de l'électronique, des ordinateurs, des télécommunications, de l'aviation. Cela, parce que, dans ces derniers domaines, la dispersion des travaux des pays européens a entraîné des doubles emplois, des gaspillages, des pertes de temps. Au contraire, en matière atomique, un commencement de coopération s'est produit au sein de l'Euratom.

Pourquoi faut-il, paradoxe incompréhensible, que l'Euratom ait été justement l'objet des critiques et des attaques du gouvernement français et que ce dernier se soit systématiquement employé à l'affaiblir, voire à le paralyser?

Il est nécessaire que les pays européens travaillent maintenant ensemble, qu'ils mettent en commun ce qu'ils peuvent conquérir dans le domaine de la connaissance scientifique et de l'innovation industrielle.

La coordination de la recherche, la suppression des frontières pour l'utilisation des scientifiques, des techniciens et des savants, l'établissement d'un système de bourses encourageant la mobilité des chercheurs, la stimulation des secteurs de pointe par un effort d'investissement financé par la Communauté elle-même sont autant de moyens d'intervention qui doivent être mis en œuvre avec énergie et détermination.

On a souvent parlé de l'Europe des patries et de l'Europe des peuples. Il est urgent de faire dès maintenant l'Europe des savants et des chercheurs. □

□ U.S.A.

Les ghettos des Noirs

René Gallet

Alors que le front de la lutte se situait traditionnellement au Sud, depuis quelques années ce sont les grandes villes du Nord des Etats-Unis qui deviennent le lieu des plus violentes secousses. Jamais encore les troubles n'avaient atteint l'ampleur de ceux de juillet et d'août derniers; le terme de « troubles » cesse de convenir, il s'agit déjà d'une révolte spontanée mais aussi partiellement calculée. Il ne reste plus que le stade de la guerre civile et on peut craindre que cette étape ne soit franchie si l'on songe que les phénomènes profonds qui ont amené les émeutes présentes continuent d'accumuler leurs effets et conduisent lentement à l'explosion. Une proportion de plus en plus grande de la population noire s'entasse sur le territoire de plus en plus fermé des ghettos et c'est ce cadre nouveau qui donne un caractère spécifique à la bataille. La campagne pour les droits civiques concerne principalement le Sud, sans effleurer les problèmes des habitants des ghettos, et la « guerre contre la pauvreté » n'existe que dans les déclarations présidentielles. On ne voit pas dans ces conditions ce qui pourrait empêcher la situation de tendre vers la catastrophe.

Partis du Sud

Au siècle dernier, le problème noir se limitait presque tout entier aux Etats du Deep South. L'émigration vers le nord n'a commencé de façon notable que vers le début du siècle avec le développement de la mécanisation dans l'agriculture et en particulier dans le ramassage du coton. La tendance se poursuit de nos jours; par exemple, pendant l'automne 67, 60.000 ouvriers de couleur auront perdu leur emploi pour cette raison dans la seule zone du delta du Mississippi. Certains propriétaires blancs vont même jusqu'à offrir le billet d'autobus à leurs fermiers devenus indésirables. Il est vrai que d'autres essaient de les faire partir par la faim en refusant de s'associer aux programmes fédéraux de distribution de nourriture.

Depuis 1940, 4 millions de Noirs ont quitté le Sud pour venir s'installer dans les villes du Nord, où, bien entendu, rien n'avait été prévu pour eux; leur seule ressource est d'aller grossir la population des ghettos. Ainsi, depuis 1957, 1 million d'émigrés de l'intérieur sont passés d'une civilisation agraire aux problèmes de la vie urbaine auxquels rien ni personne ne les a préparés. Sur l'ensemble des habitants de couleur des vil-

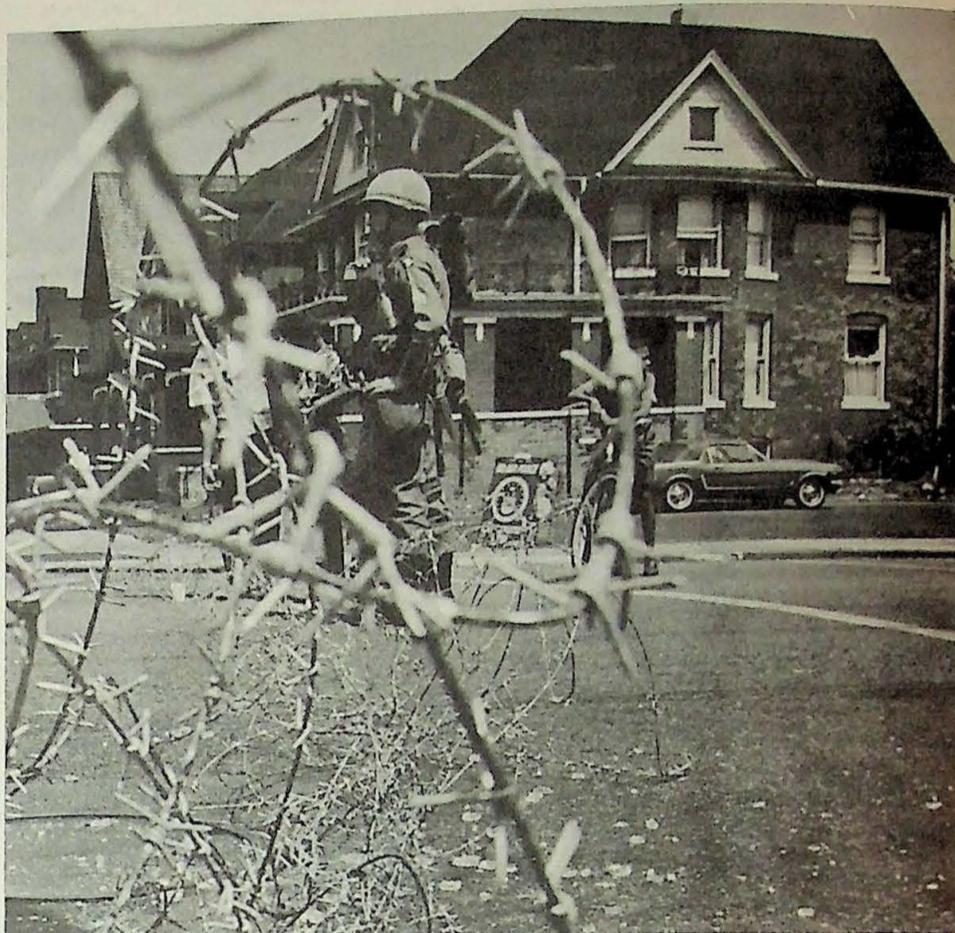
les du Nord, deux tiers d'entre eux sont nés dans le Sud.

La surpopulation des ghettos s'explique donc simplement par le flot ininterrompu de l'exode rural qui amène de nouveaux occupants dans un nombre limité d'habitations vétustes qu'ont délaissées les Blancs (pour donner une idée de l'insalubrité de l'habitat, il suffit de citer les statistiques fédérales indiquant qu'en 1966 14.000 enfants ont été tués ou blessés par des morsures de rats). D'autre part, les efforts de rénovation entrepris par les municipalités produisent souvent un effet contraire à celui que l'on escomptait. Une fois rasés, les taudis sont remplacés par des logements ayant des loyers inaccessibles aux anciens occupants qui se voient refoulés sur le périmètre diminué du ghetto, contribuant ainsi à en augmenter la densité.

Rénovation urbaine à Detroit

L'attitude de la ville de Detroit a une valeur exemplaire en ce domaine. Le maire conservateur élu en 1949 commença par annuler les programmes publics de rénovation urbaine qui existaient. Par conséquent, aucun logement de type H.L.M. n'a été réalisé depuis 1950. On a préféré s'en remettre à l'initiative privée (dûment alimentée par des subsides du gouvernement fédéral) dans le cadre du Gratiot Project destiné à éliminer une zone de taudis de Detroit. Deux mille familles noires furent expulsées, et, malgré leur revenu inférieur à 3.500 dollars (c'est-à-dire moins que le niveau officiel de pauvreté), la moitié à peine s'est retrouvée relogée dans les nouvelles habitations par la municipalité. Le reste d'entre elles a dû s'entasser tant bien que mal dans le ghetto.

A mesure que le ghetto se replie sur lui-même, la population blanche a tendance, selon un schéma désormais classique dans les grandes villes des Etats-Unis à fuir vers la périphérie. D'après le Congressional Quarterly, en 1970, le centre de quatorze villes du Nord sera occupé par une population comptant 40 % de Noirs (la moyenne nationale étant 12 %). Seuls demeurent au cœur des villes les personnes à revenu très faible, les vieux, et surtout les Noirs. A Detroit encore, entre les deux recensements de 1950 et de 1960, le nombre de Blancs appartenant au groupe d'âge des 20-64 ans a baissé de 22,4 %. Dans le même temps, le groupe des plus de 65 ans voyait sa



La frontière de la haine.

A.F.P.

proportion augmenter de 50 %, alors que le pourcentage de la population de couleur passait à 60,4 %.

Avec la population active blanche, ce sont aussi les recettes municipales qui tarissent, par conséquent l'équipement social de la ville se réduit, pendant que les besoins s'accroissent considérablement.

Sous le coup de l'usure

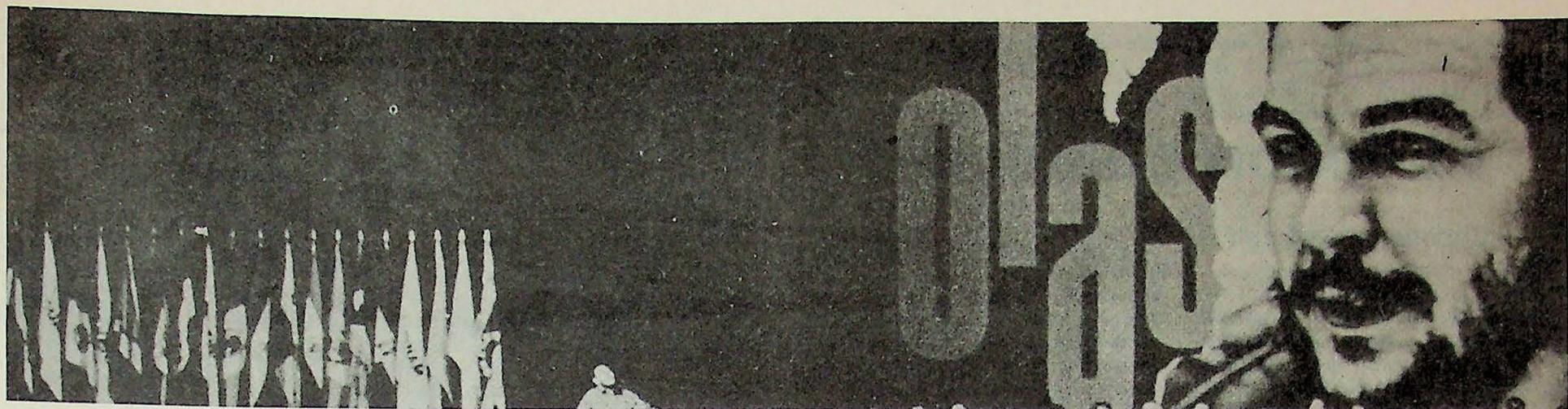
Mais le signe le plus manifeste de la vie des habitants des ghettos reste la faiblesse des revenus moyens qui, déjà insuffisants quand ils existent, sont grignotés par des prix généralement plus élevés que dans les banlieues où vivent les « middle class »; il s'agit même parfois de véritables extorsions légales : des taux d'intérêt peuvent atteindre 289 % et plus pour les voitures, 285 % pour les postes de télévision. Le pillage des magasins des « honkies », les commerçants blancs, au cours des émeutes, n'était donc le plus souvent qu'une mesure de vengeance, sinon de récupération.

Quant au chômage, il prend des proportions véritablement effrayantes révélées récemment par la publication de nouvelles statistiques officielles; on s'est aperçu en effet que les méthodes de détection du chômage utilisées jusqu'à maintenant étaient aveugles à la réalité. Selon les nouveaux principes de recensement, le taux de chômage de la ville de San Antonio, pour choisir un cas extrême, saute de 8,1 % (taux officiel ancien) à 47,4 %, alors que la moyenne nationale s'établit à 3,7 %.

Il est difficile de saisir toutes les causes de ce phénomène mais les plus évidentes semblent :

- l'absence de qualification professionnelle des habitants (pour beaucoup anciens ouvriers agricoles dans le Sud et victimes d'une éducation ségréguée, donc de qualité moindre — actuellement 13 % des enfants noirs seulement fréquentent des écoles intégrées);
- l'implantation des usines à la sortie, sinon à l'extérieur des villes, hors de portée des services de transports publics notoirement insuffisants;
- le développement de l'automation qui se substitue aux emplois les moins qualifiés et traditionnellement occupés par les Noirs.

Il est facile de voir comment les partisans du pouvoir noir trouvent un terrain si favorable à leurs mots d'ordre; en fait, il leur suffit de suivre le mouvement naturel de la population. Le ghetto est un monde clos, compact, réceptif et rapidement mobilisable. C'est cette situation fondamentale qui rend la révolte si facile, mais peut-être finalement si limitée, car elle explose à distance, ne touchant que les marginaux de la société capitaliste en la personne de quelques commerçants blancs, et se consume elle-même, comme un désespoir, sans parvenir à endommager le système qui engendre son mal. Dans une telle situation excentrique par rapport à la société et à l'espace blancs, il semble que la révolte spontanée ne puisse guère dépasser le stade du terrorisme. Pour passer à la révolution, dont parlent si souvent les dirigeants du pouvoir noir, il leur faudra sans doute placer leur mouvement dans une perspective plus large et au fond plus radicale.



Archives

O. L. A. S.

Le devoir des révolutionnaires

Fidel Castro

Les travaux de la conférence de l'O.L.A.S. ont mis l'accent sur les problèmes brûlants de l'Amérique latine.

Ils ne concernent pas que ce continent, mais bien l'ensemble du mouvement ouvrier mondial.

Le dossier que nous présentons ici ne prétend pas, loin de là, épuiser les questions soulevées par la conférence de La Havane. Il nous a semblé nécessaire en premier lieu de donner la parole à Fidel Castro lui-même, qui précise bien le sens des questions débattues. L'expérience cubaine est décrite par C.-A. Girault, tandis que Gustave Massiah souligne les traits économiques essentiels du continent latino-américain.

Une vaste action est désormais lancée. Elle met à l'épreuve, non seulement l'opresseur américain, mais la solidarité du mouvement ouvrier mondial (1).

Nous croyons qu'il est nécessaire que les idées révolutionnaires prévalent. Si les idées révolutionnaires sont vaincues, la révolution en Amérique latine sera perdue ou indéfiniment remise. Les idées peuvent accélérer un processus, de même qu'elles peuvent considérablement le retarder.

Nous pensons qu'il est nécessaire de remplir une condition : celle du triomphe des idées révolutionnaires dans les masses non pas dans toutes les masses, mais dans un secteur suffisamment large.

Cela ne veut pas dire que l'action doit attendre le triomphe des idées. Ceci est un des points essentiels de la question : ceux qui croient qu'il est nécessaire que les idées triomphent d'abord parmi les masses avant d'entreprendre l'action et ceux qui comprennent que l'action est précisément un des instruments les plus efficaces pour faire triompher les idées dans les masses.

Celui qui attend que les idées triomphent dans les masses, de manière majoritaire, pour commencer l'action révolutionnaire ne sera jamais un révolutionnaire. En effet, en quoi ce révolutionnaire se différencie-t-il d'un latifundiaire ou d'un bourgeois opulent ? En rien ! Bien

sûr, l'humanité changera ; bien sûr, la société humaine continuera à se développer malgré les hommes et les erreurs des hommes, mais cela n'est pas une attitude de révolutionnaire.

Si nous avions eu cette conception, nous n'aurions jamais commencé un processus révolutionnaire. Il a suffi que les idées prennent force chez un nombre suffisant d'hommes pour déclencher l'action révolutionnaire, et au moyen de l'action, les masses ont été gagnées à ces idées, elles ont acquis cette conscience.

Il est évident qu'en Amérique latine, il y a déjà dans plusieurs pays un certain nombre d'hommes convaincus de ces idées et qui ont entrepris l'action révolutionnaire. Et ce qui distingue le véritable révolutionnaire du faux est précisément ceci : l'un agit pour entraîner les masses, l'autre attend que les masses, toutes les masses, acquièrent une conscience révolutionnaire pour commencer à agir.

Une discussion byzantine

Il existe certains principes dont personne ne pense qu'ils seront acceptés sans discussion, mais qui sont des vérités essentielles adoptées à la majorité avec les réserves de quelques-uns. Il s'agit de cette discussion

byzantine sur les moyens de lutte et les voies pacifiques ou non, armées ou non. C'est l'essence de cette discussion que nous appelons « byzantine » parce que c'est la discussion entre deux sourds-muets, qui distingue ceux qui veulent donner une impulsion à la révolution de ceux qui ne veulent pas la faire avancer ; ceux qui veulent la freiner de ceux qui veulent lui donner une impulsion. Que personne ne se fasse d'illusions ! On a utilisé différents mots : chemin unique, chemin non unique, chemin qui exclut, chemin qui n'exclut pas. Et la conférence s'est prononcée très clairement à ce sujet. Elle ne dit pas « le chemin unique », bien qu'on pourrait le dire, elle dit « chemin fondamental », et à cette forme de lutte devront être subordonnées les autres ; c'est-à-dire qu'il s'agit, à la longue, de l'unique chemin. Au niveau de la terminologie, utiliser « l'unique » — et c'est le véritable sens — pourrait amener des erreurs en ce qui concerne l'immédiat de la lutte.

C'est pour cette raison que nous pensons que la déclaration générale, en précisant que c'est la voie fondamentale et, à la longue, la voie que l'on devra prendre, a choisi une formulation correcte.

Si nous voulions exprimer notre pensée, la pensée de notre parti et de notre peuple, nous pourrions dire que personne ne doit se faire d'illusions en croyant qu'il est possible de conquérir le pouvoir pacifiquement dans n'importe quel pays de ce continent — que personne ne se fasse d'illusions. Et celui qui prétendrait dire une telle chose aux masses les tromperait misérablement.

Ceci ne veut pas dire qu'il faut prendre un fusil demain même, n'importe où, et commencer à combattre. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de la lutte idéologique entre ceux qui veulent faire la révolution et ceux qui ne veulent pas la faire ; il s'agit de la lutte entre ceux qui veulent faire la révolution et ceux qui veulent la freiner. Essentiellement, il s'agit de savoir si l'on peut ou non, s'il existe ou non les conditions immédiates pour prendre les armes, et ceci, n'importe qui peut le comprendre. Personne ne serait sectaire et dogmatique au point de dire qu'on devra prendre demain un fusil dans

tous les endroits. Et nous-mêmes, nous sommes persuadés qu'il y a des pays pour lesquels cette tâche est une tâche immédiate, mais une tâche à long terme.

Certains ont soutenu des thèses encore plus radicales que celles de Cuba, à savoir que nous, les Cubains, nous croyons que dans tel ou tel pays, les conditions pour la lutte armée n'existent pas encore, mais qu'il n'en est pas ainsi. Et le plus beau est que ceci a même été dit par des représentants de thèses qui ne sont pas les plus favorables à la lutte armée. Nous n'allons pas nous fâcher. Nous préférons qu'ils se trompent en voulant faire la révolution lorsque les conditions immédiates ne sont pas réunies, plutôt que de se tromper en ne voulant jamais la faire.

Un nouvel élan

Espérons que personne ne se trompe ! Mais celui qui veut véritablement lutter n'aura jamais de divergences avec nous, et ceux qui ne voudront jamais lutter auront toujours des divergences avec nous.

Nous comprenons bien l'essentiel de la question ; la lutte entre ceux qui veulent faire avancer la révolution et ceux qui sont des ennemis mortels de l'idée de la révolution. De nombreux facteurs ont contribué à l'adoption de cette attitude.

Ceci ne veut pas toujours dire qu'il suffit d'avoir une attitude juste pour que tout le reste soit bien fait. Non. Même ceux qui veulent vraiment faire la révolution font beaucoup d'erreurs ; il reste encore beaucoup de faiblesses ; c'est vrai. Mais logiquement, nous n'aurons jamais de contradictions antagoniques avec quelqu'un — quelles que soient ses erreurs — qui a une attitude honnêtement révolutionnaire.

A notre avis, la pensée révolutionnaire doit acquérir un nouvel élan ; nous croyons qu'il faut déjà laisser en arrière les vieux vices : les positions sectaires de tout genre et les positions de ceux qui croient qu'ils détiennent le monopole de la révolution ou de la théorie révolutionnaire. Et la pauvre théorie, comme elle a dû souffrir au cours de ces processus ; la pauvre théorie, comme elle a été maltraitée et comme elle est encore maltraitée ! □

(1) Ce passage est extrait du discours de Fidel Castro, à la Conférence de l'O.L.A.S.

Caraïbes

La leçon cubaine

Christian-A. Girault

La révolution cubaine a ce double aspect d'être déjà entrée dans l'histoire et de ne pas cesser d'être au cœur des débats et des combats d'aujourd'hui, d'être actuelle en un mot.

Plus de huit années ont passé depuis la conquête du pouvoir et Cuba demeure la première et l'unique république socialiste d'Amérique latine. N'est-il pas déjà trop tard pour faire le bilan d'une révolution installée et bien consolidée ? Ou plutôt n'est-ce pas trop tôt si l'on songe que ce petit pays est devenu l'inspirateur d'un mouvement qui agite ou qui va agiter dans les années prochaines 250 millions d'individus ?

Nous ne l'aurions pas tenté si nous n'avions pas eu sous les yeux les admirables textes de F. Castro.

La stature de Castro

La figure de Fidel Castro s'élève haute au-dessus de la révolution cubaine. Son activité est inlassable comme Premier ministre du gouvernement, comme secrétaire du parti, comme principal responsable de l'agriculture. Il peut être présent en n'importe quel point de l'île et souvent au moment où on ne l'y attend pas. Il peut assister à une réception à l'ambassade de France le 14 juillet, participer à une compétition de basket-ball, visiter une ferme dans la montagne et tout cela le plus naturellement du monde. Mais c'est surtout à travers ses discours qu'apparaît le mieux la communion du révolutionnaire et du peuple. Castro sait analyser clairement une situation politique sans être abstrait, prouver point par point ce qu'il veut prouver, attaquer par le raisonnement ou par l'ironie ; ses discours sont de vivants manuels civiques, en même temps que de longues et belles pages où souffle un vent d'épopée (1).

Ce n'est pas le lieu de rappeler tous les événements qui ont amené la chute de Batista et la prise du pouvoir par les révolutionnaires.

L'échec de l'entreprise visant à s'emparer de la caserne de Moncada à Santiago (tentative du 26 juillet 1953) fut l'occasion d'une maturation salutaire. Il invita le groupe révolutionnaire de Castro et de ses amis à se rapprocher des bases sociales de la nation cubaine à travers la guerre de *guerrilla*. Ce fut l'exil au Mexi-

que, l'épopée de la Sierra Maestra, enfin la marche sur la capitale abandonnée *in extremis* par le tyran.

La décennie qui suit le triomphe de la révolution et qui n'est pas encore achevée, est une période de luttes, de consolidation, de construction.

La Méditerranée américaine

Esquissant un bilan de la révolution cubaine, Castro s'adressait le 26 juillet dernier à la foule de Santiago : « *En quelle phase se trouvent aujourd'hui notre peuple et notre révolution 14 ans après Moncada ? La conquête du pouvoir ne fut certainement pas la tâche la plus difficile. Aussi difficile qu'ait paru cette étape, aussi dure et aussi coûteuse qu'elle ait été, pour notre part et avec le temps, il nous semble — et ceci bien sûr ne nous a pas surpris — que la tâche la plus difficile était la tâche dans laquelle nous sommes engagés aujourd'hui : construire un pays nouveau sur les bases d'une économie sous-développée, créer une conscience nouvelle, un homme nouveau, à partir des idées qui avaient prévalu pendant des siècles au sein de notre société.* »

Ce texte est capital certes, mais Castro passe là assez vite — par ailleurs il n'a garde de l'oublier — par-dessus les luttes qui ont permis la consolidation du pouvoir socialiste. De prime abord, confiants non dans les dirigeants, mais dans le peuple américain, les révolutionnaires cubains comprennent vite qu'ils devront affronter la réaction directement appuyée par l'impérialisme yankee prenant prétexte de ce que Cuba, logique dans sa ligne d'action révolutionnaire, se soit rapproché de Moscou.

L'île fait en effet partie de la « Méditerranée américaine », directement sous le regard des États-Unis depuis le temps de l'interventionnisme brutal de Théodore Roosevelt. Ce qui se passe à La Havane ne peut laisser indifférents hommes politiques et surtout financiers de l'autre côté du détroit de Floride. Ils se jurent la destruction du « régime de Castro ».

La tentative de la baie des Cochons (Playa Giron) est un désastre total pour les contre-révolutionnaires appuyés directement par la C.I.A. (17-19 avril 1961). Le premier mai

qui suit, Cuba se proclame première république démocratique socialiste d'Amérique latine.

A l'automne 1962, l'affaire des fusées soviétiques installées à Cuba amène à une reculade de Khrouchchev et à longue échéance conduira les dirigeants cubains à penser qu'on n'est jamais sûr que de soi-même.

La révolution cubaine eut à faire face non seulement à des actions venues de l'extérieur mais sur son sol à la réaction d'une partie de la population : bourgeoisie citadine de La Havane surtout (2), mais aussi « chouannerie » de paysans terrés dans les maquis de l'Escambray, d'ailleurs aidés par les parachutages américains. Seuls, les paysans de la Sierra Maestra, roc de la révolution, purent en venir à bout car ils connaissent « par cœur » les techniques de la *guerrilla*. Cette guerre civile est un chapitre encore peu connu de la révolution.

A ces difficultés s'ajouta l'opposition des éléments naturels. Le cyclone *Flora* fit, en 1964, plus de mille victimes et des dégâts considérables.

Cependant, la contre-révolution militaire ne fut qu'un des aspects de la lutte contre Cuba : on tenta et on tente encore d'asphyxier Cuba, économiquement, diplomatiquement, culturellement, en faisant le calcul que le peuple cubain, à bout, fatigué de privations finira par se détacher du « dictateur ». Mais comme dans bien des cas, ce calcul se retourne contre ceux qui le font. Écoutons Castro à Gran Tierra (3) : « *Nous sommes certains qu'il y a une chose qui va leur faire très mal (aux impérialistes), et c'est que malgré tous les efforts qu'ils ont faits pour ruiner l'économie du pays, non seulement nous résistons à leur blocus, mais nous sommes encore capables de résoudre les problèmes du sous-développement dans ces conditions.* »

Nous devons préciser que dans ce sens, ils nous ont aidés, car dans la mesure où ils ont essayé de nous créer des problèmes, ils ont stimulé chez le peuple la nécessité, le désir, l'anxiété de vaincre toutes ces difficultés. Il est possible que si nous n'avions pas eu ce blocus impérialiste, nous ne ferions pas aujourd'hui ce que nous faisons. Il est possible que si nous n'avions pas atteint le rythme de travail que possède aujourd'hui la révolution cubaine. »

Dans la phase du décollage

Cuba se trouve donc actuellement dans la phase du décollage. Mais comme le dit très bien Saverio Tutino (4), le « modèle » ne peut être celui d'un pays capitaliste occidental. « Au lieu de subordonner la

transformation de la société à l'expansion de la production, le pays qui passe directement du stade de semi ou de sous-développement colonial ou semi-colonial, à celui de l'indépendance ou du socialisme peut, avec un minimum d'aide de la part du camp socialiste, créer peut-être aujourd'hui plus rapidement non seulement un nouveau mode de production, mais une société nouvelle de citoyens. C'est à cela que tend Fidel Castro.

Dans ce sens, on ne peut mesurer les succès uniquement en termes d'accroissement de la production. Les Cubains considèrent comme un élément essentiel de l'infrastructure, l'accroissement de forces dans l'avenir et par conséquent l'accumulation d'un matériel humain adapté aux structures nouvelles. »

Aussi les résultats obtenus à ce jour sur le plan économique n'ont sans doute rien d'absolument décisif mais ils marquent le sens d'une progression.

Dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage privilégié par le gouvernement, il s'agit de profiter au maximum des ressources naturelles. De vastes campagnes de défrichement qui vont étendre notablement les superficies cultivables sont sur le point d'être lancées. Mais sous le soleil des tropiques, tous les efforts seraient anéantis si l'on ne tenait pas compte du problème de l'eau. Aussi le Plan prévoit-il l'irrigation de 40 000 hectares supplémentaires dans les prochaines années. L'effort pourra ainsi se porter par une politique de rendement, de sélection, sur quelques produits pour lesquels les conditions écologiques sont *maxima* : la canne (Cuba, premier producteur mondial de sucre), les agrumes, le riz, le tabac à cigares.

Le cheptel bovin est actuellement l'objet d'une transformation complète pour en faire un producteur de lait : 1 300 000 vaches sont « dans » le plan d'insémination. « *Actuellement, il y a 170 000 génisses, filles des premiers croisements de la race Holstein qui est une race laitière, avec la race Zébu, et il en naîtra un demi-million dans les douze mois à venir* » (5).

Les plans concernant l'industrie sont assurément moins développés, si ce n'est pour l'industrie extractive — Cuba détient un rang honorable

(1) Des extraits de ses derniers discours recopiés en suivant la traduction de *Granma* forment la trame de cette étude.

(2) Son départ de l'île fut un handicap au début, car elle possédait souvent une qualification (professions libérales). Cependant on ne chercha pas à la retenir : elle aurait constitué un véritable « poids mort » pour la Révolution.

(3) 27 juillet 1967.

(4) Saverio Tutino, *L'acquis de la révolution*, Partisans, n° 37, avril-juin 1967.

(5) Fidel Castro, Discours de Gran Tierra, 27 juillet 1967.



Au commencement fut l'action.

Archives

pour la production de nickel —. Un inventaire des richesses géologiques de l'île est sur le point d'être achevé.

Sur le plan humain les résultats sont tout à fait remarquables. L'analphabétisme n'existe pratiquement plus dans l'île. Tous les enfants sont pris en charge par la collectivité 35 jours après leur naissance, puis scolarisés. Les instituteurs et institutrices reçoivent une formation soignée. On a construit des centaines de centres d'enseignement. Les universités sont florissantes. Plusieurs maisons d'édition publient des centaines de milliers d'exemplaires d'ouvrages bon marché. La radio, la télévision diffusent de nombreux programmes culturels. Enfin la vie littéraire et artistique est favorisée par le retour de nombreux intellectuels et artistes exilés sous la dictature Batista et par un exceptionnel climat d'ouverture qui fait de La Havane un forum du monde d'aujourd'hui.

L'état sanitaire de l'île est excellent, à preuve les taux de mortalité générale et de mortalité infantile parmi les plus faibles de tout le continent. On a construit de nombreux hôpitaux ; on a formé des milliers d'infirmières, et cet effort ne se relâche pas. La capitale apparaît comme une ville saine alors qu'il n'y a pas si longtemps on rencontrait en grand nombre mendiants et prostituées.

La construction de logements populaires et l'amélioration de ceux déjà existants sont en chantier, mais ce problème ne sera pas totalement résolu avant plusieurs années. Les bases d'une industrie de la construc-

tion n'existaient pas dans l'île : il a fallu installer des cimenteries, augmenter la production d'acier qui doit bientôt passer à 350 000 tonnes annuelles. L'on saisit là un « blocage » propre au sous-développement.

L'originalité de chaque sous-développement

Cuba était en effet demeuré à la veille de la révolution dans un état colonial malgré l'indépendance théorique. La monoculture de la canne ou du tabac dans des *latifundios* gérés depuis New York se faisait au mépris des besoins de la population locale. La stratégie du développement de l'île connut des variations. Les dirigeants cubains reconnaissent qu'au début des erreurs furent commises, comme celle de vouloir systématiquement diversifier la production agricole, ou de vouloir industrialiser trop vite. Car dans le contexte économique mondial — tout comme dans le contexte politique mondial, nous le verrons — la révolution cubaine doit tenir compte des réalités : du blocus que font peser sur l'île les anciens exploités et leurs alliés latino-américains, ce qui amène Cuba à commercer par nécessité avec des pays capitalistes, comme le Royaume-Uni ou l'Espagne ; de l'aide, en deuxième lieu, que Cuba reçoit des pays socialistes, de l'Union soviétique, de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie..., qui était jugée un temps décisive, et dont on pense aujourd'hui qu'elle ne peut se substituer à l'effort des Cubains eux-

mêmes au risque de vider la révolution de son authenticité.

Au début du mois d'août, Fidel Castro inaugurerait à l'île des Pins, petite île au large de la côte sud de Cuba, un barrage baptisé « Vietnam héroïque ». Après avoir proclamé qu'on ne pourrait plus parler en 1975 de Cuba comme d'un pays sous-développé, il poursuivait en ces termes : « Ici, proposons-nous non seulement de révolutionner la nature mais de révolutionner également les esprits, de révolutionner la société, étant donné qu'il existe ici les conditions objectives qui rendent cela faisable. » « Ici » signifiait, bien sûr, d'une manière précise l'île des Pins, mais il n'était pas difficile de sous-entendre le pays tout entier, la petite île n'étant qu'un premier champ d'expérience du véritable champ d'expérience qu'est la grande île.

La vision de ce que cette île sera dans dix ans, dans vingt ans... « inspire » Castro qui sait faire partager son espoir à la foule. Les campagnes seront désormais des campagnes de défrichage, les champs de batailles des champs à irriguer, les armes des pelles et des pioches. Des projets accumulés recomposeront de nouveaux paysages. Les terrains rocheux seront patiemment transformés en terres de labour. Viendra un jour où l'on perdra l'habitude de craindre ou d'espérer la pluie vu les réserves d'eau derrière les barrages et les installations de drainage. L'île des Pins (que l'on propose d'appeler île de la Jeunesse) sera reliée à la terre ferme de Cuba par une route et peut-être un jour soudée à elle par l'assèchement de la plate-forme continentale peu profonde, transformée en polders...

Alors on se rend compte combien l'esprit de la révolution cubaine est jeune, courageusement jeune, audacieusement jeune, et totalement novateur.

N'expérimentant que trop les inconvénients du gigantisme urbain — l'agglomération de La Havane groupe le cinquième de la population de l'île —, les dirigeants cubains ont conscience que leur effort doit se porter sur les campagnes. La révolution ne saurait renier ses origines rurales. Les citadins sont invités à prendre directement contact avec la réalité rurale par le travail des champs. Les militants du parti, les dirigeants syndicaux, des volontaires, hommes et femmes partent ainsi, groupés en escouades, pour couper la canne, pour réparer les maisons rurales... Mais c'est sur la jeunesse que le régime compte le plus pour l'avenir, car l'on sait bien que ceux qui ont connu « l'ancien régime » resteront toujours plus ou moins prisonniers de ses modèles. L'emploi du temps du jeune scolaire est divisé en deux : une moitié pour s'instruire, une moitié pour servir la collectivité sous des formes très diverses (travaux de l'agriculture, défense civile...). Une nouvelle éthique dé-

gagée de l'emprise de l'argent — dès maintenant beaucoup de choses sont gratuites à Cuba — ralliera cette seconde génération de la révolution.

Le fil d'Ariane des campagnes

En se rapprochant des campagnes, les Cubains éviteront, outre l'affaiblissement du contenu révolutionnaire dans des métropoles immenses, un deuxième écueil : la bureaucratiation et l'étatisation. Le contrôle populaire même s'il ne défère pas nécessairement à la mode des élections formelles sera plus efficace dans des collectivités plus petites. Armando Hart, secrétaire à l'Organisation du parti n'a pas peur d'envoyer tel « important fonctionnaire » pousser la charrue. De nombreux secteurs de la vie nationale, dont celui de la santé — nous avons vu ses excellents résultats — sont ainsi totalement décentralisés et confiés aux collectivités locales. C'est ce que l'on appelle à Cuba « l'action de masses ».

Cependant la tentation égoïste n'existe pas chez les dirigeants cubains. Fidel Castro déclarait récemment à K.-S. Karol (6) : « Je ne voudrais pas que vous pensiez un instant que nous cherchons à transformer notre île en un petit paradis fermé sur lui-même, en nous désintéressant de ce qui se passe dans le reste du monde et plus particulièrement en Amérique latine. Nous ne sommes pas assez fous pour vouloir construire chez nous un national-communisme. »

Au contraire, déclarait-il à l'île des Pins : « Ce que nous faisons ici ne sera pas seulement utile à nous-même, mais ce sont des expériences qui un jour ou l'autre, pourront être utiles à beaucoup de peuples qui ont à résoudre des problèmes semblables. »

La révolution cubaine recherche donc l'ouverture vers le monde et la collaboration avec les peuples. Dans le cadre du continent latino-américain qui souffre tant de la misère et de la faim et plus précisément dans le cadre du monde tropical américain, de Tampico à São Paulo, le plus pauvre de tous, le « castisme » est en train d'établir un modèle de développement dans le socialisme. C'est pour cela qu'il suscite tant de haine chez les impérialistes. □

CUBA

Population (estimation 1965)	7 631 000 hab.
Superficie	114 524 km ²
Densité	66,63 hab./km ²
LA HAVANE (1962)	978 400 hab.
Agglomération	1 462 874 hab.

(6) *Le Nouvel Observateur*, 20 septembre 1967, n° 149.

Amérique latine

Les facteurs du développement

Gustave Massiah

On ne retiendra, de tous les aspects intéressants le développement de l'Amérique latine, que trois ou quatre facteurs importants d'un point de vue structurel et représentant, de plus, une généralité suffisante pour l'ensemble. Le problème indien, par exemple, bien que fondamental pour certains pays, a une incidence trop variable suivant les pays pour pouvoir être retenu comme expliquant la nature profonde des relations entre les U.S.A. et l'Amérique latine.

A l'heure actuelle, on parle souvent de la détérioration des termes de l'échange pour des pays cantonnés dans l'exploitation de leurs matières premières, et utilisés comme marchés de complément ; mais il y a un autre fait plus important encore, c'est que le développement technique se fait dans un sens défavorable aux pays sous-développés. L'ensemble des recherches technologiques menées actuellement avec les critères des pays industrialisés vont dans le sens d'une plus grande efficacité du capital, facteur considéré comme le plus rare, et les solutions sont trouvées par l'utilisation de l'effet de taille pour les investissements et les marchés, solutions qui accroissent encore la dépendance des pays les moins industrialisés.

On peut considérer que le développement de l'Amérique latine nécessite l'existence :

— d'un développement agricole ; d'une industrialisation ; d'une politique économique tenant compte de l'interdépendance entre développement agricole et développement industriel.

Le développement agricole : la réforme agraire

En Amérique latine, les problèmes essentiels sont les problèmes agricoles et le point fondamental, celui sans lequel aucun développement économique n'est possible est celui de la réforme agraire.

Dans les sept principaux pays d'Amérique latine, 80 % des terres sont constituées en domaines, souvent immenses, n'ayant qu'un seul propriétaire. Il faut rapprocher cela du fait que 80 % de la population rurale est constituée de travailleurs sans terre ou de possesseurs de petites parcelles.

De plus, les grands domaines, à de très rares exceptions près, sont gérés d'une façon désastreuse ; d'immenses étendues de terres arables sont laissées en friche et on voit partout régner le sous-emploi, la mal-nutrition et l'analphabétisme.

L'application d'une réforme agraire véritable est l'impératif premier du développement économique. Mais c'est une mesure qu'il faut être capable de mener à bien et qui ne souffre pas d'à peu près. Elle nécessite notamment que l'on puisse s'appuyer sur des forces sociales suffisantes pour imposer un changement aussi radical à une oligarchie terrienne, de type féodal, extrêmement puissante.

Une réforme agraire trop prudente se révèle toujours trop coûteuse et inapplicable, sans l'appui total du peuple et surtout des paysans ; un gouvernement désireux de la tenter serait obligé bien rapidement de céder devant la baisse de la production et les tensions inflationnistes qui, bien que provisoires, ne manqueront pas de se manifester et viendront renforcer les contre-attaques des classes possédantes.

L'industrialisation

Autre impératif du développement, l'industrialisation est indispensable à l'accumulation et à la reproduction du capital à un rythme suffisant, compte tenu de la croissance démographique.

Mais pour que l'industrialisation puisse avoir les effets qu'on en attend, il est indispensable qu'elle soit mise en œuvre en liaison avec les besoins réels du pays. Or, actuellement, l'industrialisation en Amérique latine, c'est pour l'essentiel une politique d'exploitation des matières premières et une politique de substitution des importations.

Une telle politique se concrétise, en dehors des exportations de matières premières, peu profitables pour les pays producteurs, à l'apparition de nombreuses usines de montage, ne produisant pas une grande valeur ajoutée et ayant pour principal objectif de permettre aux grandes sociétés américaines de poursuivre leurs marchés. De plus, la substitution des importations, outre qu'elle favorise surtout les consommateurs des plus favorisés — on fabrique des autos mais pas beaucoup de tracteurs — trouve très vite ses propres limites comme le montre l'essoufflement de l'effort d'industrialisation de la plupart des pays d'Amérique latine.

Or, ces impératifs du développement ne sont pas du tout ceux des sociétés américaines qui ont des critères de rentabilité déterminés avant tout par l'économie des U.S.A.

Ainsi, sur l'ensemble des capitaux américains investis en Amérique latine :



Une pelle et un fusil.

Archives

48 % sont investis dans les industries extractives ;

24 % sont investis dans les industries manufacturières essentiellement sous la forme de chaînes de montage destinées à tourner les essais de substitution et assumant une meilleure mainmise du marché, notamment par le biais des fournitures de pièces de rechange ;

20 % sont investis dans le commerce et dans le tourisme, à l'usage surtout des touristes américains.

Autre facteur important en ce qui concerne l'industrialisation, c'est que les moyens de production dans l'industrie, même quand il existe une bourgeoisie industrielle nationale, sont entièrement sous le contrôle des sociétés américaines.

Ainsi, même au Mexique, pour les 100 sociétés les plus importantes, bien que 25 % du capital soit contrôlé par l'Etat du fait des nationalisations, 14 % seulement du capital sont contrôlés par des capitalistes mexicains et 51 % par des capitalistes étrangers, presque tous américains.

De plus, les capitalistes privés en Amérique latine sont entièrement et absolument solidaires des intérêts des grandes sociétés américaines ; on peut, pour s'en convaincre, se reporter aux déclarations des organisations patronales au Brésil et au Mexique, qui ne laissent passer aucune occasion de l'affirmer sans équivoque.

Pour montrer d'ailleurs le faible intérêt pour un pays d'une industrialisation d'origine étrangère et l'importance, pour les U.S.A., des investissements à l'étranger, on peut noter que de 1950 à 1965, en ce qui concerne les investissements américains en Amérique latine :

— les U.S.A. ont apporté 3,8 milliards de dollars ;

— les revenus rapatriés aux U.S.A. ont été de 11,3 milliards de dollars (sans compter les revenus des Américains travaillant en Amérique latine et dépensés aux U.S.A.).

En même temps, la valeur des avoirs des sociétés américaines en

Amérique latine est passée de 4,5 à 10,3 milliards de dollars.

La politique économique

Toute politique économique se donnant pour but le développement économique et social en Amérique latine implique :

— l'application d'une réforme agraire véritable ;

— la promotion d'une véritable industrialisation.

La possibilité de toute évolution réformatrice apparaît encore plus illusoire quand on examine les moyens à la disposition d'un gouvernement pour promouvoir le développement.

De toutes les réformes agraires tentées en Amérique latine, on peut en citer deux seulement qui aient réussi :

— celle du Mexique, car elle a été menée en 1910, à l'époque où les U.S.A. n'avaient pas encore le désir ou les moyens de faire la preuve de leur interventionnisme ; et

— celle de Cuba où la réforme agraire, moteur de la révolution, en a été la suite logique et a pu se développer sans contraintes extérieures.

Partout ailleurs, des réformes agraires, souvent sincères et radicales à leur origine, se sont transformées en échecs retentissants quand elles n'étaient pas simplement réduites à des mascarades. Même au Venezuela qui pourtant possédait bien des atouts et de l'appui officiel des U.S.A. ainsi que de son aide pour la mise en œuvre de la réforme agraire, celle-ci, de l'avis même de ses promoteurs est un échec, tant il est vrai qu'une telle mesure ne peut être prise que comme un atout, et que ses implications dépassent largement le domaine de la production agricole.

L'industrialisation ne peut réussir si la réforme agraire n'a pas permis un début d'assainissement de l'appareil de production. Ce n'est pas un hasard si, seul de tous les pays d'Amérique latine, le Mexique voit une industrialisation véritable. Or, il y a une très grande interdépendance entre les actions à mener dans l'agriculture et dans l'industrie. Une politique économique doit donc pouvoir maîtriser les mécanismes régulateurs que sont le système des prix, le crédit, la balance des paiements, le budget de l'Etat.

Il se trouve qu'en Amérique latine le contrôle de tous ces mécanismes régulateurs échappe complètement aux gouvernements nationaux du fait de l'organisation des échanges avec les U.S.A. — C'est ce qui explique la difficulté qu'éprouvent les dirigeants réformistes à créer un marché commun latino-américain ne comprenant pas les U.S.A. — Dans ce cadre, tout contrôle de l'économie est impossible ou illusoire et sans cette maîtrise de l'économie, toute possibilité de réussir les changements structurels indispensables est exclue. □

Nous remercions le CEDETIM de nous avoir permis de publier des extraits de l'étude de Massiah (bulletin n° 2).

Caraïbes

Témoigner pour la Guadeloupe

Pierre Régnier

On se souvient des sanglants événements de Pointe-à-Pitre de mars et mai derniers. Revenir sur le problème des Antilles nous paraissait de l'ordre nécessaire du présent numéro spécial. Ce qui permettra de noter encore à quel point certaines vérités anticolonialistes ne sont pas bonnes à dire au régime gaulliste.

Aussi publions-nous, sans forcément en partager tous les points, une tribune de notre ami Pierre Régnier. Mme Françoise Régnier vient par ailleurs de confier au Monde diplomatique (octobre) une étude économique de la Guadeloupe. Mentionnons également, dans les Temps modernes de septembre, une longue analyse documentée sur le même sujet.

Pour une fois l'une de ces émissions télévisées que l'on tente d'étouffer ou de vider de leur contenu n'a été ni étouffée ni vidée de son contenu : dans son émission du 19 septembre, M. Emmanuel d'Astier a tenu à réaffirmer que la Guadeloupe restait à décoloniser. Mieux : il a précisé que les raisons invoquées officiellement pour la suppression de sa précédente chronique n'étaient pas, à son avis, les raisons réelles. Il ne faut pourtant pas trop se presser d'en conclure que l'O.R.T.F. abandonne son attitude colonialiste vis-à-vis des Antillais. Pour le supposer il faudrait être certain que les Antillais ont vu ou verront (non truquée) cette émission qui les concerne. Habituellement en effet les émissions sur les Antilles (et souvent l'Afrique) sont réservées aux auditeurs et téléspectateurs métropolitains, sauf évidemment celles — innombrables — où des Antillais bien choisis n'en finissent pas d'expliquer qu'ils sont parfaitement contents de leur sort (1).

Quoi qu'il en soit, il n'est pas inutile de revenir sur le sujet.

« Plus Français que nature »

Rentrant récemment d'un autre département d'outre-mer — la Réunion — M. Billotte se réjouissait d'y avoir rencontré des habitants « plus Français que nature » et cela, naturellement, justifiait à ses yeux sa politique. On sait que dans le même temps vingt-cinq Guadeloupéens étaient emprisonnés à Paris pour avoir réclamé une solution à leurs problèmes plus naturelle que ministérielle. Très exactement pour avoir demandé pour leur pays ce que de Gaulle est allé demander à Montréal pour le Québec. Il est vrai qu'il existe une différence fondamentale entre le problème du Canada français et celui des Antilles françaises : au Canada, l'opresseur est anglais.

Les propos du ministre des D.O.-M. rappellent de plus en plus ceux du ministre Robert Lacoste, à l'époque du « dernier quart d'heure de la rébellion en Algérie ». On ne peut donc attendre de l'actuel gouvernement qu'il fasse avancer les choses. Il a seulement réussi, cette année, à faire apparaître en Guadeloupe une mentalité d'ultras chez ceux qui n'étaient jusque-là que des colonialistes classiques. Il faut le dire pourtant : les Antillais craignent bien plus encore l'arrivée au pouvoir d'une certaine « gauche ». En juin, lors d'un meeting de protestation contre les arrestations d'autonomistes et de partisans de l'indépendance, M. Claude Estier, député F.G.D.S. de Paris, prononçait à la Mutualité un réquisitoire très vigoureux contre la politique coloniale dans les D.O.-M. Cela ne saurait pourtant nous faire oublier que, *sur place*, la F.G.D.S. soutient des politiciens qui ont, en leur temps, largement contribué à développer la fraude électorale et qui sont souvent franchement réactionnaires (2).

On ne peut également oublier que François Mitterrand ne s'est prononcé sur le problème antillais que de façon très approximative. Sa formule de « très large décentralisation » a d'ailleurs été reprise (gaffe ou sondage ?) par M. Alain Peyrefitte lors d'un passage aux Antilles, ceci dans l'indifférence générale. C'est dire l'ambiguïté d'une telle formule.

Tolérer l'autonomie

On voit apparaître aujourd'hui une « Association pour la défense des intérêts guadeloupéens ». Portet-elle bien son titre ou n'a-t-elle pour but que la défense des intérêts de la bourgeoisie antillaise ? Le gouvernement n'est peut-être pas si hostile qu'il le prétend à un « statut repensé ». A grands frais (3) il tente d'imposer ses candidats au peuple

guadeloupéen qui n'en veut pas. Si pourtant ces « représentants » venaient à être « élus », ils pourraient se poser en interlocuteurs valables et l'on pourrait alors repenser la départementalisation, voire tolérer le mot autonomie. Pour le peuple il n'y aurait évidemment rien de changé, ses « représentants » continuant à servir ceux qui les entretiennent aujourd'hui.

Il est donc nécessaire de ne pas se laisser prendre au jeu des mots (4). Le parti communiste guadeloupéen semble l'avoir compris et il semble vouloir définir un contenu du futur statut qui en ferait une véritable base de progrès au service du peuple. D'autres veulent l'autonomie tout de suite et par tous les moyens : on étudiera plus tard la façon de s'en servir. Ces deux thèses ont entraîné en Guadeloupe des divisions sérieuses.

Le P.C.G. considère que les progrès qui peuvent être réalisés avant le changement de statut ne doivent pas être tenus pour négligeables.

A cette attitude d'autres autonomistes opposent la pureté révolutionnaire. Cette « pureté » est en fait le plus souvent de la futilité. Un exemple : se rendre en 1967 à une manifestation traditionnelle sur un bateau qui a jadis été utilisé par les forces du gouvernement de Vichy est un crime impardonnable, qui justifie le qualificatif d'« assassin ». Le journal « le Progrès social » est malheureusement plein de cette littérature injurieuse. Ce ne serait pas aider le peuple guadeloupéen que de passer de telles stupidités sous silence. Ce ne serait pas contribuer à l'unification de la gauche antillaise que de laisser croire que de tels arguments appartiennent à la gauche.

Certes tous les autonomistes non communistes n'en sont pas là et il existe des oppositions plus sérieuses.

Il faut enfin insister sur un dernier point : une nouvelle crainte est en train de naître aux Antilles : certains voient s'élaborer une subtile politique gouvernementale qui aboutirait à l'indépendance des îles. La Guyane resterait le seul territoire français dans les Caraïbes. La base spatiale de Kourou pourrait attirer dans le département plus de métropolitains qu'il n'existe aujourd'hui de Guyanais ; ainsi il n'y aurait plus jamais de problème pour la Guyane, une éventuelle consultation donnant forcément des résultats favorables à la métropole (5). A ce stade, on pourrait « lâcher » la Martinique et la Guadeloupe devenues trop gênantes. Ces craintes sont fondées sur l'attitude actuelle du ministre des D.O.-M. M. Billotte en effet nie les problèmes, et il s'efforce de créer la confusion dans les esprits : selon lui il n'y aurait que des départementalistes et des partisans de la secession. Puisque ces derniers ne veulent pas entendre raison on leur accorderait l'indépendance.

Si de tels projets existent, il faut les dénoncer dès maintenant. La très grande majorité des Antillais est fermement opposée à l'indépendance — du moins dans le contexte actuel de la Caraïbe qui ne laisse aucune chance de succès — et leur « accorder l'indépendance » ce serait leur accorder quelque chose qu'ils ne réclament pas, qu'ils ne veulent à aucun prix, ce serait choisir la solution la plus paresseuse.

Aujourd'hui l'état colonial des Antilles est bien réel. Un petit groupe de profiteurs s'efforce de conserver les îles dans leur état actuel de marché de consommation. Le gouvernement fait sienne cette politique, et la gauche métropolitaine doit s'y opposer fermement. Il faut donner aux Antillais les moyens d'industrialiser leur pays et d'en diversifier les cultures. Il faut leur donner les moyens de protéger leur production et d'en répartir les profits, sur place, entre les travailleurs. Pour cela il faut leur donner le pouvoir de contrôler eux-mêmes leur économie. Il faut surtout retirer tout pouvoir à ceux qui la contrôlent aujourd'hui de l'extérieur. Cela ne signifie nullement qu'il faille abandonner les Antillais (qui se sentent tout à fait Français) (6) dans l'enfer de l'impérialisme américain. Quoi qu'en dise M. Billotte, l'autonomie n'est pas l'indépendance. □

(1) L'année dernière, en Guadeloupe, on a réussi sur le petit écran le tour de force de faire dire à un coupeur de canne (travail extrêmement pénible, salaire mensuel moyen quand la période de chômage n'est pas trop longue : 200 F environ) qu'il était très heureux de son état et qu'il ne souhaitait pas un autre métier à ses enfants.

(2) Il faut toutefois noter un effort de rajeunissement entrepris par le docteur Jaltou, nouveau maire de la commune d'Abymes en Guadeloupe.

(3) L'énormité des moyens mis au service de la propagande U.N.R. lors des dernières élections législatives apparaît comme un véritable scandale quand on sait qu'au moment de la campagne les victimes du cyclone INES attendaient toujours les secours promis.

(4) La départementalisation, si elle avait été réellement adaptée aurait été en fait une forme d'autonomie.

(5) Ces calculs sont sans doute tout à fait inutiles et il est probable que si les Guyanais étaient consultés ils se prononceraient pour le développement de leur pays à partir du Kourou (fusée spatiale n'est pas champignon atomique).

(6) Beaucoup de métropolitains, y compris des progressistes, se trompent souvent à ce sujet et croient qu'il existe aux Antilles un fort courant anti-français. C'est faux : on est anticolonialiste et l'on supporte mal que des métropolitains viennent occuper les meilleurs emplois quand les Antillais doivent s'exiler pour trouver du travail mais ceux qui remettent en question l'appartenance à la nation française ne sont qu'une toute petite minorité.

Chaque semaine lisez :

« Tribune Socialiste »

De l'unité du parti

Lors de sa récente conférence de presse, un journaliste posa à Michel Rocard une question ainsi formulée : « Vous avez beaucoup parlé de l'unité de la gauche. Parlez-nous de l'unité de votre propre parti. »

La réponse, exprimée au nom du bureau national, fut celle-ci :

« Il est difficile de savoir exactement ce que souhaitent l'opinion publique et la presse en matière de partis démocratiques. Le monolithisme bureaucratique de certaines formations a été souvent critiqué, à juste titre. Nous voulons faire un parti de type différent, un parti d'hommes libres capables d'être efficaces ensemble sans devoir se couler pour autant dans le même moule de pensée. Chez nous, un débat n'est pas nécessairement un conflit, ni un vote de procédure un incident. Nos statuts permettent une discussion démocratique. Il est conforme au style de parti que nous voulons faire que l'opinion en soit informée. »

Cette position est acquise, elle autorise les membres du Parti à se rencontrer pour faire avancer ensemble leur réflexion politique.

Cela étant, quelques-uns des animateurs des courants qui avaient rallié ensemble 30 % des mandats au V^e Congrès, après avoir refusé de participer à la direction statutaire du Parti, viennent de prendre des décisions qu'ils ont fait connaître par voie de presse et qui semblent devoir aller plus loin.

Il apparaît :

- que Pierre Berégovoy fonde le « Club pour le socialisme moderne » ;
- que Robert Verdier fonde le « Club pour le nouveau socialisme » ;
- que Jean Poperen, Michel Lucas, Lucien Weitz et quelques autres fondent listes ;
- que Gilles Martinet et divers camarades, appuyés par des minoritaires du S.N.E.S., fondent l'association « Pour un pouvoir socialiste ».

Tout compte fait, cette situation doit être encore plus attirante pour nos camarades que pour l'actuelle majorité du Parti. Le V^e Congrès a voulu rompre avec un certain nombre d'errements de notre commun passé. Le plus dangereux était l'inaptitude à vivre ensemble. Que nos camarades exportent —

mais qui sera preneur de telles habitudes ? — leur incapacité à être collectivement efficaces en sachant respecter l'originalité et la richesse de chaque personne et de chaque forme de pensée, voilà qui pour une part nous attriste — l'amitié ne s'éteint pas si vite — mais qui pour une autre part met une fin définitive à des habitudes désastreuses que finalement nous préférons voir se répandre chez les autres plutôt que chez nous.

Rien n'illustre mieux que ce navrant épisode à quel point était justifié le choix de notre V^e Congrès, lorsqu'il subordonna les formes d'organisation de tout regroupement à une patiente recherche d'un accord sur le fond. Le regain d'influence du P.S.U. est dû avant tout à l'abandon des opérations tactiques à court terme dans lesquelles, depuis des mois, il menaçait de s'enliser, comme à la présentation patiente des grandes options sur lesquelles la gauche peut renforcer son unité et asseoir ses perspectives de victoire. Quels sont par exemple les remèdes que l'on peut apporter au sacrifice de zones agricoles entières au profit de l'agriculture capitaliste privilégiée à Bruxelles ? Les propositions du P.S.U., présentées par Bernard Lambert, esquissent une solution. Sur quels thèmes peut-on relancer une offensive générale qui sauverait la Sécurité sociale ? Michel Rocard, dans sa récente conférence de presse, a fait connaître les conclusions de notre comité politique national. Quelle Europe faut-il proposer pour construire une force dynamique et ouverte, capable de résister à l'emprise américaine ? Pierre Mendès France, devant la presse diplomatique, vient d'engager la discussion. Sur quelles bases les forces progressistes peuvent-elles envisager de combattre avec efficacité l'offensive planétaire de l'impérialisme américain ? Dix partis ou mouvements, dont le P.S.U., viennent à Bologne d'amorcer la recherche sur ce point.

Tels sont quelques-uns des problèmes réels de 1967. Tels sont les thèmes sur lesquels il faut discuter avec tous ceux qui le veulent. Les bases d'accord détermineront à la fois les possibilités d'actions communes aujourd'hui et les structures organiques de demain ou après-demain. Tout le reste est subalterne.

pour l'ensemble du P.S.U. Le bureau fédéral s'est vu confirmer dans ses fonctions avec André Cammas comme secrétaire fédéral et André Malie comme secrétaire fédéral adjoint. Paul Durand, conseiller municipal de Villefranche-de-Rouergue, a accepté la responsabilité des problèmes agricoles et un gros effort sera tenté dans ce domaine afin de préparer pour le courant de l'hiver des journées d'études rurales. Jean Blanchard et Paul Vieillard s'occuperont particulièrement des questions d'enseignement afin de préparer les assises nationales du Parti. Des projets plus lointains (cercle de discussion à Rodez, meeting et travail en direction des problèmes municipaux à Millau) ont été mis à l'étude. Dans l'ensemble, une bonne matinée de travail qui augure bien de la campagne d'implantation dans ce département. Le bureau national a fait connaître son intention de tout mettre en œuvre pour aider une fédération méritante mais qui a souvent souffert de son isolement, par rapport aux grands axes de communication.

CLAUDE DUBOIS A PRIVAS

Etendre l'influence du P.S.U. dans l'Ardeche, tel était le but du congrès fédéral extraordinaire. Les travaux ont particulièrement porté sur deux points importants : étude des secteurs d'implantation prioritaires ; création d'un Centre d'études socialistes à l'exemple de celui qui a connu un si vif succès dans la fédération voisine de la Drôme. La mise en place d'une nouvelle équipe fédérale, jeune et dynamique (secrétaire fédérale René Frappa), donne l'assurance que ces possibilités seront largement utilisées.

JACQUES MALTERRE A LIMOGES

La Fédération de la Haute-Vienne avait souhaité la présence du responsable national des problèmes économiques et sociaux, afin d'étudier avec lui et en présence de militants syndicalistes les répercussions des ordonnances sur la situation du Limousin.

MICHEL FONTES A COUTANCES

Le congrès fédéral de la Manche s'est d'abord penché sur les problèmes de la rentrée sociale dans le département ; il a apporté son soutien aux luttes que mènent les agriculteurs de basse Normandie pour la défense de leur niveau de vie et la promotion d'une agriculture moderne, coopérative et non intégrée aux trusts capitalistes. Un plan d'implantation du Parti dans le département a été discuté ; il portera plus particulièrement sur le développement d'une section à Saint-Lô et dans le canton de Beaumont-la-Hague où le camarade Girard a fait 15 % des voix lors du premier tour des cantonales. Le congrès a procédé à l'élection d'une commission exécutive de onze membres et d'un nouveau bureau fédéral dont le secrétaire est Roger Jabraud, Edmond Duclos (Cherbourg) et Marcel Sivet (La Haye-du-Puits) sont secrétaires fédéraux adjoints.

ANDRE BARTHELEMY A CLERMONT-FERRAND

La commission exécutive du Puy-de-Dôme a examiné les problèmes d'implan-

tation dans le département et procédé au renforcement de l'équipe fédérale.

QUESTION ECRITE DE ROGER PRAT

Notre camarade Roger Prat a posé une question au Premier ministre dans laquelle il demande notamment :

- si les conditions de cette hospitalisation auraient un rapport avec la nature des recherches faites par des techniciens et si, en particulier, il serait exact que les gaz expérimentés auraient une toxicité telle qu'il s'agirait plutôt de défolians que de désherbants, c'est-à-dire à usage plus militaire qu'agricole ;
- si, dans le cas de recherches purement militaires, celles-ci ne se feraient pas au bénéfice d'une puissance étrangère.

DEMENTI

Le secrétaire fédéral du P.S.U. en Ille-et-Vilaine fait savoir que ni en son nom personnel ni au nom de sa fédération, il ne s'est mis en relation avec l'Union des groupes et clubs socialistes.

Respectueux de la discipline d'un parti qui travaille à l'unification des forces de gauche, la fédération d'Ille-et-Vilaine du P.S.U. pratique cette union avec persévérance dans l'action comme le prouvent plusieurs campagnes récentes. Ce n'est pas à notre avis en créant une multitude de tendances et de groupes que l'on peut hâter la préparation d'un programme commun de la gauche ni la constitution d'un vaste front socialiste.

EN BREF

● *Stage étudiant à Poitiers*, samedi et dimanche 7 et 8 octobre, réunissant une vingtaine de militants E.S.U. en présence de Luc Lapiere, membre du C.P.N., de Jean Tercé et Pierre-Alain Muet, de l'équipe nationale des E.S.U. Les problèmes de l'organisation de la section et ceux de l'engagement dans le syndicalisme étudiant ont été longuement étudiés.

● *Assemblée générale de la fédération de Seine-Saint-Denis*, mercredi 18 octobre, 20 h 45, hôtel de ville de Noisy-le-Sec, avec Christian Guerche et Jean Arthuys, membres du bureau national.

● *Prochains déplacements du B.N.* — Jacques Malterre sera à Valence le samedi 14 octobre. Abraham Behar animera à Toulouse, également le samedi 4 octobre, une réunion sur les problèmes de la stratégie syndicale. Manuel Bridier animera, le vendredi 20 octobre, une réunion publique à Alençon.

HERVÉ VALOIS vient de mourir

Parti du mouvement radical, membre du P.S.A., Hervé Valois, ancien conseiller général du P.S.U. du Lot-et-Garonne, fut responsable de la Ligue des droits de l'homme et membre fondateur du P.S.U. Travailleur infatigable, seule la maladie l'avait tenu éloigné de nos travaux mais il demeurerait à l'écoute et nous aidait. Sa disparition nous consterne.

Nous saluons ici la mémoire d'un socialiste éveillé, de l'homme politique scrupuleusement honnête dont le département du Lot-et-Garonne pleure la disparition. Nous continuerons son œuvre.

Nous adressons à Mme Valois ainsi qu'à ses enfants l'assurance de notre profonde douleur et de notre totale sympathie.

Le parti au travail

Dimanche dernier 8 octobre, un certain nombre d'instances fédérales se réunissaient pour réorganiser le travail après la période des vacances. Le bureau national a tenu à profiter de cette occasion pour renouer un certain nombre de contacts avec les fédérations, juger sur place de la valeur du travail militant, donner toutes explications nécessaires sur la politique du Parti déterminée par son V^e Congrès. Ces réunions ont été dans l'ensemble fructueuses ; elles constituent une expérience qui sera continuée. Il entre en effet dans les intentions du B.N. de rendre visite d'ici à Noël à l'ensemble des fédérations du Parti.

MICHEL ROCARD A BORDEAUX

La Fédération de la Gironde est l'une des deux fédérations du Parti où les décisions du V^e Congrès avaient provoqué un retrait de la direction fédérale. C'est pourquoi le congrès administratif qui vient de se tenir le 8 octobre à Bordeaux était important.

En présence du secrétaire national, trente-cinq délégués des neuf sections ont délibéré sur l'orientation du Parti et sur la réorganisation de la direction fédérale.

Michel Rocard a précisé devant le congrès les orientations du P.S.U. Il a notamment insisté sur ce qu'elles impliquent en ce qui concerne nos relations avec la F.G.D.S. Ce n'est pas de la rupture de tout dialogue qu'il s'agit mais, bien au contraire, et comme il est logique, de commencer le dialogue par le commencement, c'est-à-dire la détermination des objectifs communs. De l'ampleur éventuelle de cette communauté de vues dépendront les formes précises et statutaires des alliances dans la gauche.

Les camarades présents ont tous admis

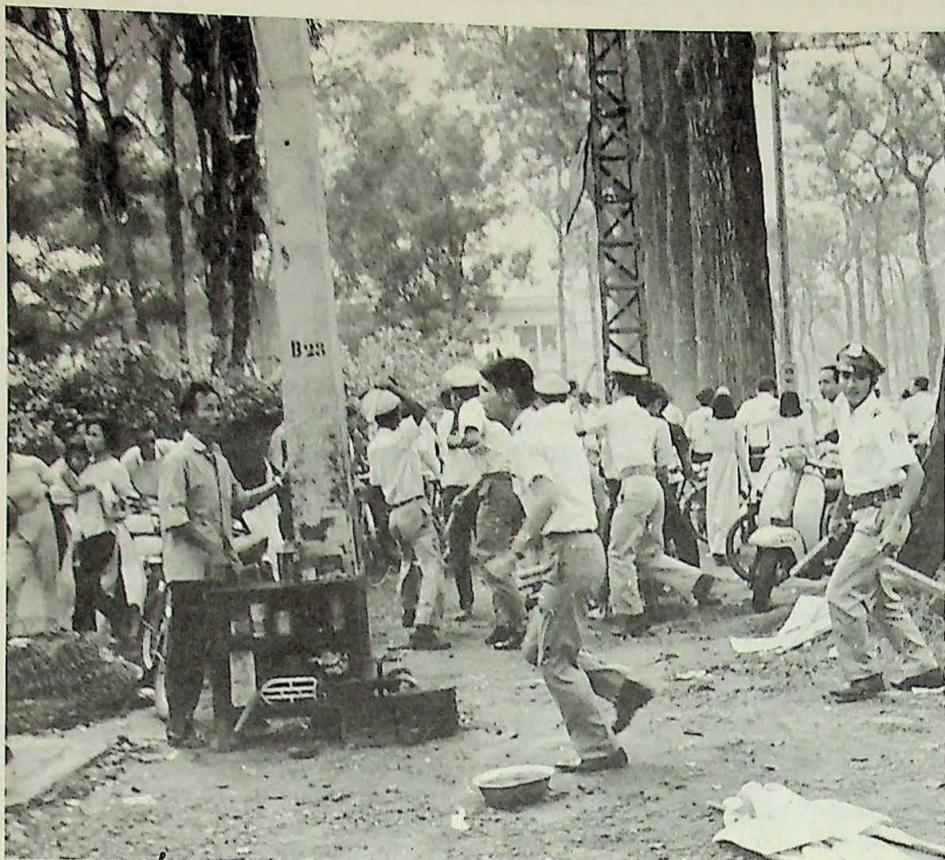
que cette position restait en discussion, mais que les décisions du V^e Congrès étant acquises, l'expérience devait être tentée. Plusieurs d'entre eux ont affirmé que la discussion démocratique devait se faire dans les formes statutaires du Parti. C'est dans une atmosphère excellente qu'ont été élus le comité politique et le bureau fédéral, conduit par Jean-Claude Cluzan, secrétaire fédéral, et Yves Hervouet, secrétaire fédéral adjoint.

MARC HEURGON A RODEZ

La commission exécutive de la fédération de l'Aveyron tenait sa réunion de rentrée, essentiellement destinée à mettre au point le plan de travail. Tous les sections, Millau, Rodez, Saint-Affrique, Decazeville, Capdenac, s'étaient fait représenter. Une libre discussion a eu lieu sur les options du Parti, d'autant plus ouverte qu'au congrès de juin la fédération avait partagé ses mandats entre les différentes orientations ; chacun a tenu à affirmer que la volonté de la majorité au congrès était maintenant la loi qui devait s'appliquer

Les bureaux des conseils généraux

- *Alexandre BAURENS élu président du conseil général du Gers.* C'est une victoire de la gauche unie (12 F.G.D.S., 2 P.C., 1 P.S.U.) qui assure l'élection d'un radical.
- Dans le conseil général des Yvelines, René CROZET, nouveau conseiller général P.S.U., a été élu secrétaire.



SAIGON : l'ordre américain récemment "perturbé".

A.F.P.

Vietnam

U.S.A. aux pieds d'argile

Jean-Claude Vessilier

La position de Johnson s'affaiblit constamment et aussi bien dans le parti démocrate que dans le parti républicain, une opposition à la politique du président des Etats-Unis se développe en fonction des élections présidentielles, dont les tests primaires commenceront dès le printemps 68.

Les sénateurs Symington et Thurston liés respectivement aux "machines" des deux partis dominants se sont prononcés pour un retrait unilatéral des Etats-Unis dans le conflit vietnamien, et ont ainsi largement dépassé les demi-audaces de Robert Kennedy.

De tels hommes ne sont pas devenus subitement progressistes : ils essaient simplement de trouver la solution qu'ils jugent la plus conforme aux intérêts des couches dirigeantes qu'ils représentent. Ils tentent aussi de capter à leur profit un large mouvement qui se développe parmi l'opinion américaine, à l'instigation de ceux qui mènent la résistance américaine à la guerre.

A partir d'une interrogation

L'élément le plus nouveau de la situation américaine est en effet le développement d'une résistance progressiste à la guerre du Vietnam. Il y a trois ans, le monde entier prit

connaissance du mouvement d'interrogation qui saisit les universités américaines : des « Teachin » furent organisés dans la plupart des campus universitaires où le conflit vietnamien était mis en question. Limité au monde clos des campus universitaires, peut-être encore plus coupé de la société américaine que ne le sont les universités françaises, sans débouché politique réel ni thème d'action de masse, ce mouvement s'essouffla et n'aurait pu être que le témoignage d'un moment des intellectuels de gauche américains.

C'était sans compter avec la crise des Noirs américains : la prolongation de la guerre du Vietnam, ses conséquences de plus en plus précises sur l'économie et la vie quotidienne américaine, l'impasse politique et militaire de l'administration Johnson : c'est pourquoi le mouvement, contre la guerre, malgré son essoufflement des années précédentes continua à se développer pour connaître l'audience d'aujourd'hui.

Et pour la première fois depuis des dizaines d'années, les manifestations du printemps dernier, à l'appel du Comité de mobilisation, réunissaient plusieurs centaines de milliers de participants, regroupant la plupart des secteurs de la gauche américaine, associant les Noirs américains

aux progressistes blancs. Les thèmes centraux portaient sur l'arrêt de la guerre, chacun des mouvements ayant ses mots d'ordre : aux côtés des positions radicales de condamnation de l'agression américaine et de solidarité avec le peuple vietnamien défendues par le S.N.I.C. de Stokely Carmichael et la S.D.S., des propositions de paix exigeant, par exemple, une désescalade réciproque étaient avancées.

Vers la radicalisation

Au côté de ces manifestations, des formes d'action beaucoup plus engagées se développent, et notamment le phénomène de désertion et d'insoumission. Il faut peut-être prendre garde à ne pas surestimer un tel phénomène, mais il n'empêche qu'il semble que les cas de désertion et d'insoumission soient plus nombreux proportionnellement que lors de la guerre de Corée. A l'heure actuelle, seules quelques organisations d'avant-garde proposent ce mot d'ordre (les problèmes entre les différents mouvements américains ressemblant étrangement à ceux connus en France pendant la guerre d'Algérie) mais un « appel à la résistance contre l'autorité illégitime » affirmant que « tout citoyen américain est moralement tenu et légalement justifié à faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à cette guerre, refuser d'y participer et encourager les autres dans le refus » a été signé par plusieurs centaines d'intellectuels américains, et une récente déclaration de prêtres américains vient de reconnaître le droit d'asile à ceux qui refusent de participer à la guerre.

Ce phénomène va s'accroître au cours des prochains mois, et à cet égard, la solidarité de la gauche européenne joue un rôle non négligeable, d'une part pour imposer aux gouvernements liés à l'atlantisme qu'ils reconnaissent aux déserteurs et insoumis américains, le statut de réfugié politique, d'autre part pour leur assurer, dans les autres pays, les moyens d'activité.

A cette radicalisation des actions correspond un approfondissement des thèmes politiques : le soutien aux positions fondamentales des vietnamiens et l'affirmation de la solidarité avec leur combat deviennent de plus en plus la règle parmi les progressistes américains. Ainsi à Stockholm, lors de la conférence internationale sur le Vietnam, toute la délégation représentative du Comité de mobilisation a voté la résolution finale affirmant que le règlement du conflit vietnamien devait s'effectuer selon le programme politique du F.N.L., expression des aspirations fondamentales du peuple vietnamien. Il apparaîtrait ainsi que les positions des pacifistes américains sont beaucoup plus avancées que celles de larges secteurs de la gauche française ! Surtout, au cours de l'été, des rencontres fructueuses eurent lieu à Bratislava entre délégués vietnamiens et américains, la publication du nouveau programme

du F.N.L. suscitant un grand intérêt parmi la délégation américaine.

Les 21 et 22 octobre

Le Comité de mobilisation du printemps va organiser une nouvelle grande manifestation, les 21 et 22 octobre à Washington : il s'agira d'un rassemblement dans la capitale fédérale qui sera prolongé par une tentative d'occupation du Pentagone, pendant la durée du week-end.

Ces manifestations risquent de revêtir un caractère plus dur que lors des manifestations précédentes. Préparée pendant tout l'été alors que les combattants du F.N.L. et de la R.D.V. multipliaient les succès, cette manifestation sera d'une ampleur considérable, peut constituer un fait politique retentissant autour du mot d'ordre : « Départ des troupes américaines du Vietnam ».

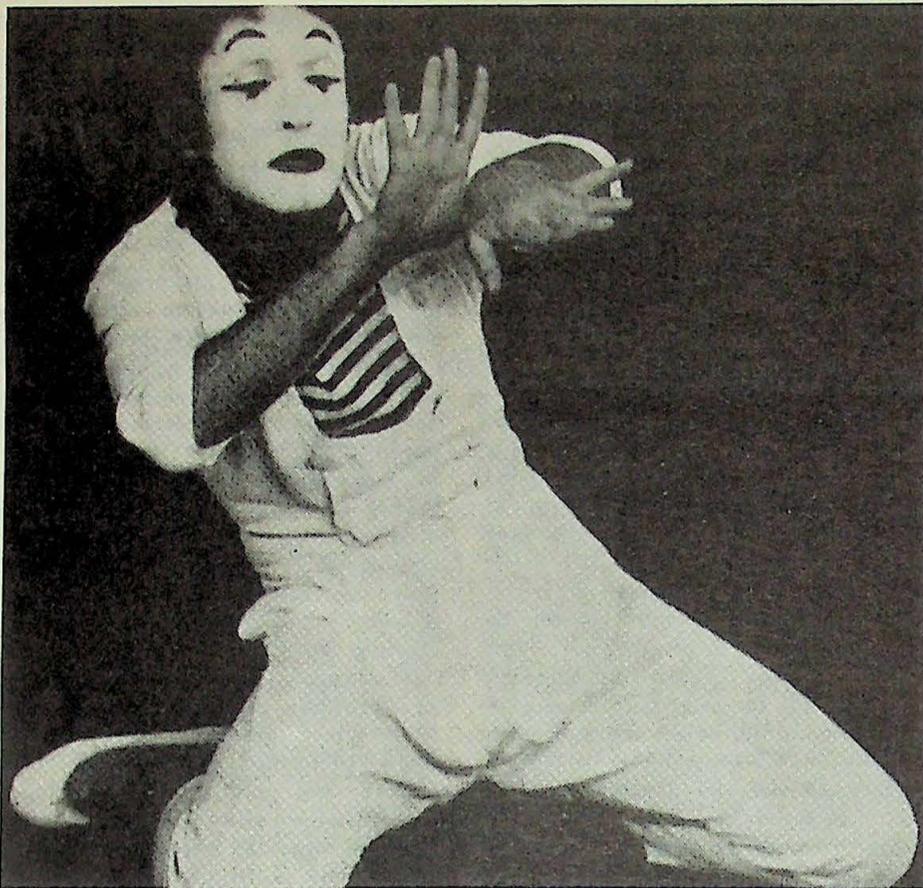
D'autant que cette manifestation se déroulera après un été brûlant alors que la crise des Noirs américains prit une ampleur nouvelle, créant tant pour l'évolution de la société américaine que pour le mouvement contre la guerre du Vietnam un facteur politique décisif.

En effet le mouvement de révolte des Noirs américains et la lutte contre la guerre au Vietnam sont profondément liés : d'une part l'aggravation de la guerre apparaît comme l'une des causes de la crise de l'été, mais surtout le mouvement « Black Power » trouve par sa condamnation de l'agression des dirigeants américains et sa solidarité effective à la lutte du peuple vietnamien un débouché politique clair à une révolte profonde dans son développement, mais encore confuse dans son aspiration. La visite de Stokely Carmichael à Hanoi constitue non seulement un geste éloquent mais peut signifier la jonction du mouvement noir au mouvement anti-impérialiste. Ainsi tous les progressistes américains découvrent un terrain commun d'action et l'opposition à la guerre du Vietnam prend la dimension d'une crise politique et sociale majeure.

Tous les peuples sont confrontés à la tentative de l'impérialisme américain d'exercer son hégémonie, à commencer par le peuple américain, ce que nous rappellent les événements de ces derniers mois.

C'est pourquoi la solidarité effective avec les progressistes américains s'inscrit dans une perspective anti-impérialiste : le samedi 21 octobre, à leur appel, les mouvements français soutenant la lutte du peuple vietnamien ont décidé d'organiser la manifestation la plus conséquente jamais réunie. Les Vietnamiens n'oublient pas que « ceux qui exploitent, humilient, lynchent les Noirs aux Etats-Unis sont les mêmes que ceux qui voudraient réduire le peuple vietnamien en esclavage ».

Il nous appartient de prouver que notre solidarité à l'égard de la lutte du peuple vietnamien passe par le soutien à la résistance américaine à la guerre d'agression au Vietnam. □



Une performance hallucinante.

Archives

Variétés

Bip, Bip, Bip

Marc Echeverry

Il a 20 ans, ce Pierrot moderne. Aujourd'hui, Marcel Marceau nous le ramène plus vif et plus vaillant que jamais. Courez le voir!

Depuis 1947, Marceau, élève de Duillin et de Decroux, se consacre exclusivement à l'art du mime. Il a fondé et dissous plusieurs compagnies. Il s'est ruiné pour entretenir une troupe permanente et présenter des pantomimes dont quelques-unes comme *le Manteau* comptent parmi les grandes réussites théâtrales de l'après-guerre.

Visiblement inspiré par Chaplin, il a créé Bip, gentil lunaire égaré dans un monde tragi-comique. De ses aventures, dont les titres rappellent ceux des premiers films de Charlot (*Bip soldat*, *Bip matador*, etc.), se dégage un personnage touchant et à la fois des rêves d'évasion et de revanche.

Bip, c'est Marceau. Seul, pendant plus de deux heures, sur le vaste plateau nu des Champs-Élysées. Mais sa performance hallucinante, qui a étonné une partie du monde, n'est pas exempte de concessions. Marceau affirme n'être pas un homme de music-hall auquel il emprunte cependant certains clichés efficaces. Le moins bon Marceau a sans doute influencé le meilleur Fernand Raynaud à ses débuts. Quand ses jeux de physiono-

mie frôlent la caricature ou l'anecdote, le style disparaît au profit d'un admirable savoir-faire, d'un rien de complaisance.

Sans doute ces défauts sont-ils inévitables puisque les conditions économiques ont contraint Marceau à assurer seul ces cent cinquante minutes de spectacle. Aucun homme, seul et silencieux, ne pourrait tenir et passionner un vaste public sans quelques clin d'œil qui constituent peut-être d'indispensables éléments de détente.

Il reste que Marceau est le seul à pouvoir présenter un spectacle aussi minutieux, aussi drôle et parfois aussi beau. Mais cette solitude condamne la pantomime comme mode d'expression dramatique autonome. Il y a dix ans déjà, la pantomime semblait piétiner, alors que le théâtre parlé évoluait en se diversifiant. Il fallut l'arrivée en France du Berliner Ensemble et de l'Opéra de Pékin pour montrer que la pantomime pouvait s'enrichir en s'intégrant à l'ensemble des arts scéniques. Enfin, nous savons depuis Grotowski et le Living Theatre que le corps humain peut exprimer autre chose que des idées et des sentiments.

Contre vents et marées, Marceau a eu le courage de se maintenir. C'est un grand artiste, mais un artiste unique. □

Au théâtre des Champs-Élysées jusqu'au 28 octobre.

Musique

Un Opéra oublié

Bernard Sizaïre

A l'occasion de son quinzième anniversaire, l'Orchestre de chambre de l'O.R.T.F. a rendu un brillant hommage à un grand musicien trop négligé : Alessandro Scarlatti.

Ce Napolitain, né vingt-cinq ans avant Bach et Haendel, aurait écrit cent quinze opéras dont *Il Mitridate Eupatore* serait le chef-d'œuvre. Composé en 1707, cet opéra témoigne d'exceptionnelles qualités musicales. On y trouve des airs admirables caractérisés par la pureté de la ligne mélodique dans les passages tendres et mélancoliques, par la vigueur de l'expression dans les morceaux violents ou héroïques.

On s'étonne ensuite de la richesse et de l'originalité des moyens orchestraux. Tout en soutenant efficace-

ment les chanteurs, l'orchestre participe à l'action et ne se borne pas à des interventions décoratives. Bouleversant les conventions théâtrales de l'époque, Scarlatti écrit une musique qui se suffit à elle-même en utilisant des éléments qui constitueront plus tard la symphonie ou le concerto. L'orchestre étant parfois traité comme un ensemble de solistes, le rôle des interprètes était fort délicat : leurs qualités individuelles ne devant pas s'affirmer au détriment de la cohésion.

Sobre de gestes, Pierre Capdevielle a tiré le meilleur de cette remarquable partition qu'on pourra entendre prochainement sur les ondes, en regrettant que l'in vraisemblance et l'extrême complication du livret en rendant aléatoire toute présentation scénique. □

A lire

TIERS MONDE

● *A.M. Goichon* : « Jordanie réelle » - « Desclée de Brower ».

Mlle A.M. Goichon, spécialiste des problèmes sociaux du Moyen-Orient, ne cache pas sa sympathie pour les « thèses arabes » ; néanmoins, sa contribution est fort utile pour faire connaître l'un des pays clefs de la crise actuelle du Moyen-Orient.

● *Samir Amin* : « Le développement du capitalisme en Côte-d'Ivoire » - Editions de Minuit, 330 p., 33,90 F.

De l'auteur, nous connaissions une excellente analyse économique du Maghreb parue chez le même éditeur. Ici, Samir Amin nous montre à travers le cas ambigu de la Côte-d'Ivoire un exemple de « croissance sans développement ». Il faudra y revenir plus longuement.

● *Revue Tiers Monde* d'octobre-décembre 1966 : « Désarmement et développement » - P.U.F., 98 p., 10 F.

Nous rappelons ce numéro déjà « ancien » qui nous avait échappé à l'époque car il permet de faire le point sur l'un des problèmes essentiels à travers quelques excellents articles de spécialistes. Au surplus, la confrontation entre le développement et les problèmes de l'armement et du désarmement ouvre des idées neuves sur un sujet jusqu'ici approché de manière par trop traditionnelle.

**

Pierre Fougeyrollas : « Modernisation des hommes » - Flammarion, 236 p.

Ce chercheur marxiste publia naguère une étude qui fit quelque bruit, *le Marxisme en question*. Aujourd'hui, enseignant à la Faculté de Dakar, l'auteur nous propose une analyse du concept de modernisation au tiers monde à partir d'un matériel d'enquête très riche puisé à des sources sénégalaises. Ce livre est très utile pour comprendre les problèmes du présent et de l'avenir. Car le « sous-développement technique » est également un impérialisme qu'il faut combattre.

● Mentionnons la réédition dans la collection Maspéro de poche de deux « classiques » : *Pierre Jalie* : « le Pillage du tiers monde », 6,15 F. *Général V.N. Giap* : « Guerre du peuple, armée du peuple », 6,15 F.

responsable politique
êtes-vous

BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille Groult, 94 - VITRY. Tél. 482.47.85.

Venez voir Gestetner au
SICOB - Façade Perronet -
Niveau 2 - Zone B - Stand 281.

● L'association « Votre opinion » présente le film français sélectionné à Cannes en 1967 par la Semaine de la Critique l'Horizon, de Jacques Rouffio, le jeudi 19 octobre, à 20 h 45, salle du musée de l'Homme, place du Trocadéro. Un débat sera organisé après la projection avec le réalisateur et les interprètes. □

Théâtre

Lumumba
le précurseur

Claude Glayman

Après la « Tragédie du roi Christophe », Aimé Césaire nous donne « Une saison au Congo ». Avec ces deux pièces, d'emblée Césaire s'inscrit dans la lignée de Shakespeare et Brecht. Je pèse mes mots, interrogez-vous et vous saisissez que la force des deux grands tient au départ à la dialectique de l'interprétation historique et à l'invention de l'expression. Ces qualités majeures de tout théâtre de la réalité, on les retrouve chez Césaire.

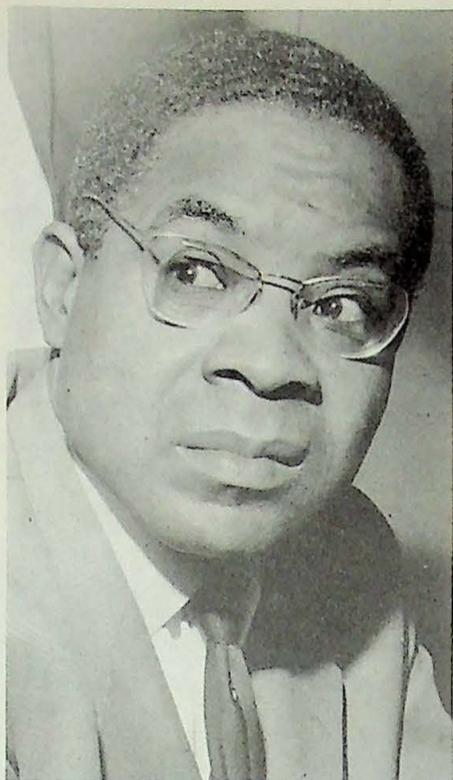
L'Antillais a non seulement exhalé le destin de Lumumba le précurseur, ou l'Afrique, le tiers monde tout entier se reflètent comme en un miroir prophétique — ce qui ne constituerait que le minimum garanti de l'hommage dû — mais encore Césaire est allé fouiller les thèmes profonds de l'échec de Lumumba et de l'histoire que le Congolais voulut engendrer en avance d'une génération.

Tous les thèmes
sont dans l'Histoire

Lumumba pense Congo, mais aussi Afrique. Ambition naïve et folle, hein Ben Bella, N'Krumah ; mais ambition inscrite dans la terre et l'événement. Vous ne saurez concevoir l'unité d'une seule de ces nations sans en même temps concevoir celle du continent. Quelle cascade d'exemples, depuis, l'ont amplement prouvé !

On dira Lumumba jacobin ! Il avait une vision, mieux une conception de l'Etat ; l'a-t-il plaquée sur un vaste territoire qui lui échappait et une mosaïque d'éthnies dont les rivalités désintégraient par anticipation toute construction étatique. Lumumba ressemble ici comme un frère à nos révolutionnaires de 1789, Sartre (1) l'avait déjà finement remarqué : de Marat à Camille Desmoulin ! D'ailleurs Peter Weiss et Aimé Césaire appartiennent à la même race dramatique.

Les modèles d'hier et d'aujourd'hui ont la passion du bien public et des peuples mais ils sont victimes de leurs prophéties, c.-à.-d. de leur impuissance objective à réaliser, ce qui doit être et sera ultérieurement. Se serviront-ils des basses armes de leurs adversaires ? Ils le pourraient : chacun a plus ou moins un Katanga dans sa poche (ou une Gironde, la richesse en moins), mais entrer dans le système qui mine l'Etat et la révolution, c'est démissionner de l'idéal. La fin rejette certains moyens : pour se maintenir, ce qui serait indispensable, Lumumba ne fera pas donner son éthnie, il n'abu-



Aimé Césaire.

Elie Kagan

sera pas ses partisans d'un ersatz de charlatanisme. Tort à court terme, raison pour l'avenir.

Mais alors Lumumba était-il condamné dès l'origine de son entreprise ? Nous savons que oui, lui tentera de prouver que non. La tragédie naît de cette dichotomie. Ses armes nobles : la parole, la confiance (idéaliste) dans la bonté humaine, sa conviction démesurée dans le rayonnement spontané de la révolution, dans la défaite obligatoire du colonialisme. Le sublime désintéressement de Lumumba n'est pas payant dans l'immédiat. Au surplus, la parole, aussi, est aliénante ; elle ne remplace pas l'acte. Que d'hommes du tiers monde succomberont pour s'être laissés aller à le croire. Cuba est une petite île, les mots s'y transforment beaucoup plus vite en force physique ; mais dans l'immense Afrique, littéralement vous parlez dans le désert ; même si vous semez...

Contre la parole aux mains nues s'insurgent les militaires : ils méprisent ce qui est vain, ce qui ne canalise pas le désordre, ce qui engendre une bureaucratie (impossible course contre la montre pour plier le mot à la réalité). Les militaires enseigneront aux héros révolutionnaires que l'homme africain n'est pas forcément bon sous prétexte qu'il a été victime de l'Europe. L'universalité bute contre les lois historiques.

Alors, au bout de sa quête, Lumumba est captif de son verbe, de son rêve. Aliéné ? Non car eux seuls avaient un sens que le colonialisme par yankees et O.N.U. interposés ont écarté de la route, précisément parce que le danger était là. Jusque contre ses bourreaux, Lumumba tentera d'opposer sa conviction oratoire, mais les tueurs, noirs ou mercenaires, sont ivres : bière, whisky, fric leur ont ôté tout discernement.

La carrière s'ouvre pour un Mobutu : que de colonels, ci-devant

sous-officiers des armées française, britannique ou belge, auront suivi son exemple... Derrière, s'opposant leur vigilance respective, veillent les puissances ! L'agonie de Lumumba n'est qu'un au-revoir.

Le joueur de sanza

Luxuriance dans le halètement des mots. Césaire est un formidable poète qui organise la langue française (instrument) selon les codes de son souffle négro-américain. Et l'on se prend au sortir du spectacle à conserver le souvenir sonore d'une prosodie inédite à nos oreilles. L'humour y a sa place, étonnamment, il fuse du télescopage verbal mais aussi de la démystification des tics de civilisation des Blancs et des Noirs.

La synthèse, musique africaine et jazz « commercialisé », masques traditionnels, danses, ou macère la mise en scène, contribue à la création d'un univers de théâtre total, différent de celui de Peter Weiss ou de

Barrault. L'élaboration de J.-M. Serreau, efficiente, fourmillant d'inventions, de vitalité (à la hauteur de l'élan de Lumumba-Bachir Touré) demanderait à être plus disciplinée. Les scènes d'histoire sèche, pour passer au profane, exigeraient plus d'échafaudage au lieu de s'énoncer comme une banale politique dans le relatif anonymat où on les réduit.

Césaire est aujourd'hui l'un des rares hommes de théâtre à tutoyer l'Histoire. Ce tutoiement est d'une puissance sans égal. Il nous faut écouter ce message avec la plus vive ardeur et en témoignant de la solidarité d'hommes concernés. □

● « Une Saison au Congo » d'Aimé Césaire. T.E.P. Jusqu'au 12 novembre. Tél. : 636-79-09.

● Le texte est paru remanié dans la collection « Théâtre du Seuil ». 3 F.

(1) J.-P. Sartre : « La pensée politique de Patrice Lumumba ». Situations V, Gallimard.

— Consultez également le livre de G. Heinz et H. Donnay paru dans la coll. « Texte - Image - Son ». Seuil consacré aux cinquante derniers jours de la vie de Lumumba.

Cinéma

Les beautés de l'horreur

Bernard Le Saux

L'engouement subit pour un auteur ou un genre cinématographique secoue périodiquement le petit monde de la cinéphilie ; le snobisme, plus encore que l'amour sincère de quelques amateurs en est souvent l'explication. Mais, lorsque ces modes aident à imposer Joseyph Losey ou le Western, qui songerait à s'en plaindre.

La dernière offensive en date concerne un département du cinéma particulièrement décrié et méprisé, le « Fantastique » dont la réhabilitation semble être en bonne voie ; une revue lui est en effet exclusivement consacrée : « *Midi-Minuit Fantastique* », les cycles le concernant se multiplient un peu partout, et surtout — ce signe ne trompe pas — il ne reste plus confiné dans les salles spécialistes de la place Pigalle et de la porte Saint-Martin mais a forcé le cercle des Studios d'Art et Essai. James Whale, Tod Browning, Terence Fisher (qui portèrent à l'écran les sanglantes aventures de Frankenstein et du Comte Dracula) tels sont donc les nouveaux noms proposés à notre admiration ; celui de Jacques Tourneur aussi, dont « *I Walked with a Zombie* » tourné en 1943 sort ce mois-ci à Paris, rebaptisé « *Vaudou* ».

Avant toute chose, précisons que le « *Zombie* » puisque c'est de ce charmant monstre (!) qu'il est ici question, a déjà inspiré une bonne dizaine de films, et que bien qu'il n'ait jamais atteint la notoriété de

son fameux cousin le « vampire », il n'en occupe pas moins une place de choix dans l'album de famille du cinéma fantastique, entre les savants fous, les loups-garous et autres lycanthropes.

Ce recours à une morte-vivante, victime de la magie vaudou, est d'ailleurs la seule concession faite par Tourneur au fantastique orthodoxe. Evitant les effets grandguignolesques, gommant la violence au maximum, il a avec « *Vaudou* », ciselé un film subtil, envoûtant, où la peur est distillée à petites doses, sans que soit fait appel aux habituels truquages, par la seule force des mouvements de caméra, aux seuls moyens d'éclairages étudiés. Il ne montre pas, ou presque, et c'est du calme, de la sérénité que naît l'angoisse, l'attente devenant génératrice des plus grandes inquiétudes pour le spectateur qui la charge de tout ce que la mise en scène suggère. A côté de cette attente délicieusement torturante, captivante, l'explication déçoit presque toujours, dans sa rationalité même.

« *Vaudou* », une grande leçon de mise en scène, un grand film donc. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

PERSONA (Suédois)
(V. O.)

Grande-Bretagne

Les travaillistes savent-ils ce qu'ils veulent

Louis-J. Boulay

Il y a un mois se tenait le congrès des Trade Union Congress, c'est-à-dire de la centrale groupant tous les syndicats britanniques et formant la base militante du mouvement travailliste. Le congrès votait entre autres textes une condamnation résolue de la politique économique du gouvernement et lui adressait de multiples critiques point par point, cherchant ainsi à montrer que les syndicats se jugeaient qualifiés pour discuter de ces problèmes d'orientation. La seule réponse de la direction du T.U.C. et du gouvernement fut une série de propos assez vifs déniaient tout intérêt et toute autorité aux motions que votait le congrès.

Il y a quinze jours avaient lieu deux élections partielles : l'une avait lieu à Cambridge, dans une circonscription diverse socialement, où les travaillistes avaient gagné de peu en 1966 : ce fut une défaite assez nette, mais explicable par la désaffection qui suit une « vague » marquée. L'autre élection se jouait dans une ville ouvrière, qui avait voté travailliste même lors des grands revers, et qui, en 1966, avait donné 65 % au Labour contre 24 % aux conservateurs. Et les conservateurs ont réussi à gagner, par 37 % contre 36 %, grâce au fait qu'ils gardaient tous leurs électeurs alors que la moitié de l'électorat travailliste ne votait pas.

Ces deux « prologues » au congrès travailliste de Scarborough résument assez bien la situation du mouvement travailliste. Lié par une série de contraintes financières et monétaires qu'il n'a pas voulu remettre en cause, le gouvernement de M. Wilson a reculé devant l'affrontement avec la City, devant l'hégémonie américaine, devant la stagnation économique et le chômage. Inévitablement, le dépit de l'opinion publique et le désarroi des militants sont apparus et ont grandi.

Le problème du 66^e congrès travailliste était essentiellement de savoir si ce dépit et ce désarroi allaient se canaliser et s'organiser en un courant positif et structuré, dépassant les attitudes protestataires de la gauche travailliste traditionnelle pour opposer à l'équipe dirigeante un programme s'attaquant de front aux problèmes structurels de l'économie britannique. Et aussi de savoir si, en face, l'équipe Wilson allait prendre ses responsabilités et expliquer, clarifier devant le congrès le sens de la politique menée, les perspectives

de l'action réformatrice à laquelle se réfère le gouvernement, en un mot la liaison qui paraissait inexistante entre les principes politiques de base du travaillisme et l'action de ses représentants au pouvoir.

Si le congrès de Scarborough a été dépeint par chaque envoyé de la presse comme le plus terne, le plus triste, le plus inquiet auquel il eût assisté, c'est assurément parce que ni l'une ni l'autre de ces espérances de franchise et de responsabilité politiques n'ont été satisfaites.

Pas de grand débat

C'est peut-être en matière économique que cela a été le plus vif. Le gouvernement a, à sa manière, pris les choses au sérieux en consentant à deux grands numéros oratoires, celui de J. Callaghan, ministre des Finances, et celui de H. Wilson lui-même. Toutes les poudres aux yeux et toutes les mains sur le cœur y sont passées avec en plus des « habiletés » internes nettement moins élégantes (Callaghan lançant : « Quand je vois en face de moi une coalition de Woodrow — M. Wyatt, chef de l'aile droite — et de Michael. M. Foot, orateur de la gauche — je me demande dans quelle combinaison bizarre je me retrouve. »). Quant à l'explication sur le fond, on se contenta d'affirmer que c'était la seule issue, qu'il fallait avoir le courage de passer le cap difficile, et que le thème sur lequel le Labour avait pris le pouvoir, c'était la « révolution technologique », à laquelle le gouvernement apporte tous ses soins. Et le plus caractéristique est que cela a été efficace : la motion condamnant la politique économique du gouvernement a été repoussée par plus de 60 % des mandats.

C'est que, sur ce terrain privilégié pour une contre-attaque d'orientation socialiste, la gauche travailliste n'a pas été bien fougueuse. C'est sans perspective politique claire, sans propositions alternatives qu'elle a fait le procès du sous-emploi, de la stagnation, de la timidité de l'action financière de l'Etat. On a beaucoup admiré le fait que Callaghan ait réussi à ne parler ni du chômage ni de la dévaluation. Mais les orateurs de l'opposition n'ont pas été abondants, eux non plus, sur la politique de l'investissement ni surtout sur le rôle de la livre et du système bancaire anglais. C'était une bonne



A.D.N.P.

chose de critiquer la politique timorée et conformiste de M. Wilson, et cela a été fait. Mais cela entraînait normalement (comme en témoigne l'expression d'« alternative socialiste » qui apparaît dans les revues de la gauche, le *New Statesman* et la *New Left Review*) la définition d'une autre politique, celle-là agissant au fond et dans un sens authentiquement progressiste. C'est une tendance qui s'était un peu manifestée dans la préparation du congrès des Syndicats, mais il en est passé très peu dans les débats du Labour.

Ce manque de combativité politique, cette sorte de fidélité aux phrases usées se sont retrouvés encore plus nettement dans le débat sur l'adhésion au Marché commun du Royaume-Uni, alors que cette fois-ci était l'occasion de se demander où on en était : la commission de la C.E.E., dans son rapport préliminaire à l'ouverture des négociations, a bien cerné tous les problèmes qu'il fallait résoudre et toutes les ambiguïtés qu'il fallait lever préalablement à une adhésion de la Grande-Bretagne : les charges financières extérieures, la lenteur de la modernisation industrielle, les liaisons économiques avec les Etats-Unis sont énoncées dans toute leur ampleur par ce document. En outre, les socialistes anglais doivent se poser le problème de leur liberté d'initiative en matière de réformes de structures s'ils adhèrent à un ensemble plus large. Or, de tout cela, très peu de chose a été réellement étudié, tant dans les interventions gouvernementales que dans celles des opposants : l'imprécision, le faux débat, l'évasion dans les mythes traditionnels sont restés la règle. Mais en fin de compte le gouvernement s'en est bien tiré : 65 % pour l'adhésion, 35 % seulement contre.

Par contre, l'opposition à la ligne gouvernementale a été plus « pensée » en politique étrangère, et elle a aussi mieux réussi. La gauche a réussi à élaborer une motion marquant avec vigueur l'opposition du

Labour à l'intervention américaine au Vietnam, enjoignant au gouvernement de se « dissocier complètement » de la politique de Johnson. En face, la position d'alignement a été défendue avec sa véhémence des grands jours par l'ineffable M. Brown, plus à l'aise que jamais dans son rôle de porte-parole de la Maison-Blanche.

L'impact étranger

La clarté politique a été payante, car au lieu de la motion de bons sentiments de l'année dernière, c'est une motion d'orientation anti-impérialiste qui a été votée par le Parti Travailliste, par environ 52 % des mandats, comme l'ont fait ressortir dans leurs interventions les orateurs de la gauche.

Mais le fait qu'un tel texte ait pu être voté par l'organe suprême du parti qui détient sans partage le pouvoir, alors qu'il va de soi que le cabinet désigné par ce parti ne modifiera en rien sa politique, est peut-être la leçon la plus importante à tirer de ce scrutin : toutes les grandes fresques des politologues nous montrant l'efficacité et l'harmonie du bipartisme anglais n'oublient qu'un élément de la description : c'est qu'une fois « au pouvoir », le parti majoritaire perd absolument toute influence au profit de ceux qu'il délègue au gouvernement pour y appliquer son programme. Maintenant que l'équipe Wilson-Brown-Callaghan est au pouvoir, le congrès travailliste peut voter à peu près ce qu'il veut, il ne se passera à peu près rien. Cela est pour beaucoup dans la tendance à l'irresponsabilité et aux faux problèmes qui obère les congrès travaillistes, mais ce n'est pas en muselant politiquement l'organisation militante que l'électorat a investie de sa confiance qu'on a des chances de rendre au travaillisme son autorité parmi les travailleurs.

C'est peut-être là le problème politique fondamental de l'Angleterre travailliste : en négligeant sans cesse les conceptions des 6 millions et demi de membres du parti qui incarne la classe ouvrière anglaise, au profit des conférences avec les fonctionnaires de la trésorerie, le gouvernement Wilson a peut-être scellé son destin, qui sera celui de l'hésitation et de la défaite. L'expérience de gauche dans un pays en pleine crise ne peut pas se passer de l'appui et de la participation des représentants directs du monde du travail, et jamais plus nettement que la semaine dernière cet appui et cette participation n'auraient été refusés, au nom de la confiance dans les chefs et du réflexe de serrer les coudes dans les moments difficiles. Avant le congrès, l'éditorialiste du *New Statesman* en résumait le problème essentiel en demandant : « Oui ou non, le Premier ministre est-il prêt à réadhérer au Parti Travailliste ? » Nous connaissons maintenant la réponse, et elle résume tout le congrès de Scarborough. □